

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No.5 mai-juin 2006

AVANT PROPOS	- 1 -
POLITIQUE INTÉRIEURE	- 2 -
1. Des élections encadrées	- 2 -
2. Salaire minimal et loi du marché	- 3 -
ÉCONOMIE	- 6 -
3. La hausse des salaires, un aiguillon pour la croissance, nécessite encore des réformes	- 6 -
4. Libérer lentement mais sûrement le compte de capital	- 7 -
5. L'affaire Changhong – Apex : Un règlement à l'amiable « à la chinoise » ?	- 10 -
SOCIÉTÉ	- 12 -
6. Le barrage des Trois Gorges, entre accomplissement et controverse	- 12 -
7. Les riches et les autres : un débat sur la haine sociale	- 14 -
POLITIQUE EXTÉRIEURE	- 18 -
8. La Chine se dote d'une diplomatie publique	- 18 -
9. J. Koizumi, élu à point nommé plus qu'homme providentiel	- 22 -
10. La Chine en Afrique : plus qu'une affaire de pétrole ?	- 24 -
11. Incomparables Chine et Inde	- 25 -
12. La Chine participe de la définition des normes du cyberspace	- 27 -
PRESSE TAIWANAISE	- 30 -
13. Analyse du "Rapport 2006 sur la Sécurité Nationale"	- 30 -
14. Après le Forum économique KMT-PCC	- 32 -

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

L'heure est aujourd'hui en Chine à la mise en œuvre des politiques annoncées – contrôle de la croissance, tutelle des autorités locales, réduction des écarts sociaux – plutôt qu'à de grandes déclarations nouvelles. Mais cette mise en œuvre s'avère difficile, ce qui redonne à la vie politique chinoise – en principe libéralisée sur le plan de la société – des accents autoritaires et parfois presque maoïstes. Et ce même si ces accents s'accompagnent de l'affirmation du plus grand souci de transparence et de participation publique. Le contrôle de la population comme des cadres du Parti et du gouvernement évolue plus dans les méthodes que dans les objectifs.

Dans le champs de l'économie, bien que les débats principaux – relatés dans les dernières livraisons de China Analysis – Les Nouvelles de Chine – ne tarissent pas, l'attention est davantage tournée vers l'activité : acquis, défis et poursuite des réformes, liens avec le monde extérieur.

Les préoccupations qu'expriment les media restent toutefois celles concernant les couches défavorisées, notamment les paysans –ouvriers et leur intégration en ville. De plus en plus, la question de leur niveau de rémunération fait la une de la presse. Ces questions sont sans doute élevées au rang de première priorité en raison de l'aggravation des tensions sociales. En témoignent l'attention accordée au thème de la « haine des riches » et à la représentation des « nouveaux riches » dans la société chinoise.

Contrairement aux questions d'ordre intérieur, qui sont relatées de façon plus ouverte, la situation internationale de la Chine est souvent traitée avec une certaine unanimité de vues ; sur les dossiers les plus épineux comme sur des questions pourtant moins sensibles, la presse quotidienne et spécialisée chinoise offre des points de vue peu diversifiés. Une tendance émerge d'ailleurs en filigrane : la nécessité pour la Chine de se doter d'une « diplomatie publique » et d'un message international, rompant ainsi avec la discrétion naguère prônée par Deng Xiaoping. Un tournant – ou le retour ? - vers une diplomatie moins pragmatique et plus vocale pourrait en résulter à terme. En tous cas, les recommandations des théoriciens chinois s'appuient non seulement sur l'adaptation à la Chine du concept de soft power, mais aussi sur la vision très orthodoxe d'un véritable message, pour ne pas dire une idéologie internationale.

François Godement et Michal Meidan

1. Des élections encadrées

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- *article non attribué « les provinces doivent prendre des mesures strictes afin de préserver strictement la discipline », Renmin ribao, 31 mai, p. 4*
- *Article non attribué, « Créer un environnement 'propre' et propice aux élections locales », Renmin ribao, 31 mai p. 4*

Dès mi mai, les organes de la presse officielle ont annoncé la publication d'un éditorial dans la *Quotidien du Peuple* à la fin du mois concernant les élections des cadres du Parti à tous les échelons du pays. Nouvelle réforme démocratique ou campagne de masse en vue d'enrayer la corruption et de redonner au Parti sa légitimité ? Les articles – non signés – publiés dans la presse du Parti communiste, tout en mettant en avant les élections démocratiques et honnêtes dans le pays, reprennent un ton et un langage de campagne de masse - adapté toutefois au 21^{ème} siècle.

Pendant un an les membres des comités locaux du parti, aux quatre niveaux – provinces, villes, districts et cantons, seront élus dans un processus qui se veut « propre et honnête » (风清气正 *fengqing qizheng*). Les élections devraient se poursuivre selon les réglementations du Parti qui interdisent en effet la mise en avant de personnes n'ayant pas « de grandes capacités », la diffusion d'information diffamatoires sur les candidats, la divulgation des secrets, les cadeaux d'une personne ou d'une unité de travail (单位 *danwei*) correspondante. Les élections devraient favoriser les candidats les plus méritoires, ayant fait preuve d'esprit d'innovation et d'enthousiasme, ayant un comportement politique irréprochable, jouissant de la confiance du peuple et capables de diriger « selon les principes du développement scientifique ».

Les textes parlent en effet d'un changement des cadres (换届 *huanjie* – remplacement d'un cadre au terme de sa fonction) par des cadres honnêtes et

compétents. Les cadres ayant violé les règles de la discipline seraient « punis sans indulgence » et traduits devant les instances juridiques pour raison de corruption. Des sessions d'étude des statuts et de la réglementation interne du Parti devraient être organisées pour tous les cadres dirigeants mais la population est appelée à surveiller, elle aussi, le bon déroulement des élections : Un « hotline » - le numéro 12380 – serait mise à leur disposition pour signaler toute entrave au bon déroulement des élections. Or, ce sont les cadres dirigeants qui procèdent à des « inspections » et à l'autorisation de toute candidature.

Pour toutes les instances, une série d'interdictions (不准 *buzhun*) ont été stipulées, concernant l'interdiction de violer la réglementation de sélection des cadres, de la discipline ou du principe du « développement scientifique » (qui à son tour promettrait l'avènement de la « société harmonieuse ») ; une mise en garde est également lancée contre le népotisme et la corruption (« la vente et l'achat de positions officielles »), la corruption ou la manipulation des informations concernant les candidats.

Si les textes sont en effet très fermes dans leur langage (une version anglaise existe de l'annonce de la publication de l'article dans le *Quotidien du Peuple*¹, mais l'article n'est disponible qu'en chinois²) et mettent en avant un grand nombre d'avertissements contre la corruption ainsi que des principes pour assurer le bon déroulement des élections, il faudrait tenir en compte que le rôle de la population reste très limité et qu'en fin de compte, ce sont les mêmes institutions qui choisissent les candidats et supervisent les élections...

¹ Article non attribué, "People's Daily calls for clean local Party elections", Xinhua, 30 mai 2006, http://news.xinhuanet.com/english/2006-05/30/content_4624726.htm

² http://paper.people.com.cn/rmrb/html/2006-05/31/content_6010910.htm

2. Salaire minimal et loi du marché

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Chang Hongwen, « Les limites de la nouvelle politique gouvernementale pour les *nongmingong* », *Caijing*, numéro 156, 3 avril 2006
- Ma Changbo, Su Yongtong, « Le Premier ministre demande d'étudier le cas des '*nongmingong*' », *Nanfang Zhoumo*, 20 avril 2006

Le problème des ouvriers-paysans, (农民工 *nongmingong*) occupe depuis quelques années les sociologues chinois et occidentaux, et, depuis quelques mois, est remis sur la liste des priorités des décideurs du pays³. Le problème des *nongmingong* se pose désormais sur tous les plans - politique, juridique, économique et légal, car ces 120 millions d'ouvriers qui représentent la moitié de la main d'œuvre industrielle chinoise ne jouissent pas de droits sur le plan de l'emploi, de la sécurité sociale ou du logement en milieu urbain. Leurs enfants ne sont pas admis dans les systèmes éducatifs de leur nouvelle province de résidence, et la nature irrégulière du travail de leurs parents les expose à des préjudices à la fois juridiques et sociaux.

Si l'« avis relatif à la solution du problème des *nongmingong* » rendu public en mars 2006 tâche en effet de mettre fin au traitement biaisé que reçoivent ces ouvriers saisonniers et à rétablir leurs droits politiques, sa mise en œuvre risque d'être difficile et suscite des débats quant aux moyens proposés. Les auteurs et les spécialistes cités dans les articles s'accordent tous à souligner l'importance de ce document en tant que cadre général stipulant les démarches à adopter et par sa contribution à la sensibilisation de la population et des organes administratifs à ce problème. Mais ils restent partagés quant aux mesures à prendre et quant à leur éventuelle application.

Le premier débat concerne, d'après ces articles, le maintien de cette appellation de « *nongmingong* ». Réductrice et biaisée selon certains, correcte selon d'autres

³ Voir « Les migrants de différentes régions n'ont pas les mêmes revenus », *China Analysis* no. 2, nov. – déc. 2005

dans la mesure où elle traduit la nature transitoire entre citadins et ruraux d'une part, paysans et ouvriers d'autre part, elle aurait finalement été maintenue par les décideurs chinois.

Deuxième question : comment aider ces paysans ouvriers à prendre racine en milieu urbain ? Sans pour autant constituer un groupe politique proprement dit, les analystes identifient une revendication commune : ces paysans-ouvriers ne recherchent plus une simple rémunération, mais veulent aussi s'assurer de l'avenir de leurs enfants et de leur intégration en ville. A cette fin, *Caijing* relate qu'en supplément du « document no. 5 », les départements de l'assurance du travail, la police, et le ministère de l'agriculture élaborent des documents complémentaires relatifs aux systèmes d'assurance et de sécurité sociale. Or, une fois arrivé au plan pratique, des questions supplémentaires se posent : devrait-il y avoir un système d'assurances national, ou un système de compensation régionale qui soit adapté à la mobilité de cette population ? Comment répartir la charge des coûts de gestion d'un tel système ? Comment combler le fossé entre les systèmes appliqués dans les villes et ceux des campagnes ?

En effet, la coordination entre systèmes d'assurances travail et maladie, de sécurité sociale et de fonds de retraite et leur adaptation à la mobilité des *nongmingong* à travers villes et campagnes et frontières provinciales est une des questions les plus brûlantes.

Les problèmes ne se limitent toutefois pas à la formulation des initiatives mais aussi à leur mise en œuvre. Des assurances obligatoires du travail, à la charge des employeurs, ont été stipulées par la loi en 2004. Or deux ans plus tard, le taux d'affiliation aux assurances reste très bas, selon les auteurs, en raison de la méconnaissance de la loi. Les *nongmingong* ont une conscience limitée de leurs droits. Faute d'application rigoureuse par les entreprises et les gouvernements locaux, les lois stipulées sont guères mises en application.

Reste ensuite la question d'assumer les coûts de ces projets. Même si les entreprises endossent la majorité de la charge, les employés devraient contribuer également, notamment aux fonds de retraite. De ce fait, les salaires des

nongmingong devraient connaître une hausse afin d'assurer leurs capacités d'assumer ces charges ; ce qui fait poser la question la plus épineuse de toutes : faut-il introduire le salaire minimal en Chine ?

Une source proche des décideurs révèle à *Caijing* que quatre raisons fondamentales feraient considérer favorablement cette mesure :

1. Les mécanismes du marché sont loin d'être parfaits, et en l'absence de syndicats capables de représenter les besoins des salariés vis-à-vis des employeurs, l'introduction du salaire minimal serait une façon de protéger les employés.
2. Les *nongmingong* ne représentent pas une force unifiée et sont dispersés à travers le pays, ils se retrouvent d'emblée dans une position de faiblesse dans leurs négociations avec les entreprises
3. le marché du travail est en situation d'excédent de l'offre⁴ ; le gouvernement serait donc plus à l'écoute des intérêts des investisseurs que de ceux des *nongmingong*.
4. Enfin, la hausse des salaires, qui tirerait également vers le haut les coûts de la production en Chine, servirait à équilibrer la balance commerciale du pays.

Selon ce raisonnement, le salaire minimal est premièrement une façon de protéger les *nongmingong* contre les abus des entrepreneurs, et pourrait aussi encourager les *nongmingong* à garder le même emploi pendant plus longtemps, ce qui, à terme, en équilibrerait le coût pour les entreprises. Reste la question de savoir comment déterminer ce salaire minimum. Hu Biliang, chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales, estime qu'il faut laisser le marché fixer les salaires minimaux en fonction des revenus dans chaque province : autrement dit, le salaire minimum dépendrait en fait des conditions locales.

Mais tous les chercheurs n'adhèrent pas à la nécessité de cette démarche. Certains y voient une mesure qui risquerait de perpétuer la situation, car le sort des

⁴ Pour une affirmation du contraire voir Thibaud Voïta, « La hausse des salaires, un aiguillon pour la croissance, nécessite encore des réformes », dans ce numéro

nongmingong est en partie dû à des facteurs structurels qui ne pourraient être résolus par des mesures administratives destinées à élever les salaires des employés. Dans le delta de la Rivière des Perles par exemple, les marges des entreprises sont déjà assez faibles et celles-ci survivraient grâce justement aux bas salaires pratiqués. De plus, l'application du salaire minimal dépendra largement de la volonté et de la capacité des entreprises et des gouvernements locaux de les appliquer – or, ceci est loin d'être assuré. Enfin, pour certains, le revenu minimal ne suffit pas pour protéger l'employé. Ce qui importe fondamentalement – aussi bien pour protéger les employés que pour attirer les grandes entreprises étrangères – c'est de respecter et protéger les droits de l'employé.

La franchise du débat et la nouvelle confrontation entre deux visions de politique économique⁵ et sociale se reflète à travers ces articles qui ont, cependant, un autre intérêt : en rapportant les résultats d'une longue enquête gouvernementale sur cette question, ils offrent un aperçu rare des rouages internes de la machine politique chinoise. Les articles détaillent les démarches du Premier ministre Wen Jiabao⁶ qui aurait été à l'origine de cette initiative déjà en avril 2005 lorsqu'il aurait confié à plus de 30 départements ou ministères (dont le Département de l'assurance de travail, le Ministère de l'agriculture, la police, le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, le Département pour la planification démographique, le bureau législatif du Conseil d'état...) l'étude de cette question. Il en est résulté un grand nombre de rapports (« plus de 300,000 caractères ») qui ont été étudiés et réduits à un seul rapport (de 30,000 caractères) rédigé par le Bureau de recherche du Conseil d'état

⁵ La question des *nongmingong* est une manifestation supplémentaire de la vision plus sociale du modèle de développement économique attribuée au tandem Hu – Wen. Voir « Etat néo-libéral ou Etat providence pour la Chine ; un débat », *China Analysis*, numéro 2.

⁶ Les deux articles insistent sur le rôle de Wen Jiabao dans la promotion de cette initiative. Est-ce le résultat d'une plus grande liberté d'expression quant aux choix politiques, ou la simple promotion de l'image du Premier ministre ?

et soumis ensuite aux dirigeants. Le 29 décembre 2005, une réunion de travail (工作会议 – *gongzuo huiyi*) organisée par le gouvernement central au sujet de la question agricole aurait eu lieu. Wen Jiabao y aurait assisté et dans son discours, aurait formulé des précisions et des mesures spécifiques qui auraient ensuite été intégrées dans le « document no. 5 ». Le 18 janvier, le texte aurait été discuté lors d'une réunion de travail du Conseil d'état avant d'être adopté le 31 janvier. Enfin, au mois de mars, le « document no. 5 » a été rendu public.

3. La hausse des salaires, un aiguillon pour la croissance, nécessite encore des réformes

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

- Hu Zongwan « A quoi ressemblent les salaires cette année ? » *Zhongguo Guoqing Guoli*, n°159, avril 2006, pp. 20 – 22.

Une des inquiétudes récurrentes des spécialistes chinois quant au modèle de croissance du pays tient à la relative atonie de la consommation⁷. Pour la doper, une des solutions les plus évidentes semble être une augmentation des salaires. Mais celle-ci reste à l'heure actuelle modeste.

L'article analysé ici s'attarde sur les facteurs macroéconomiques qui déterminent le niveau des salaires, il cite ainsi de nombreux chiffres intéressants.

A noter qu'il ne se penche pas sur les conséquences que pourrait avoir cette absence d'augmentation substantielle : pauvreté, instabilité sociale et surtout pénurie de main d'œuvre⁸ ... Cette approche peut paraître surprenante puisque ces augmentations de salaires sont à l'ordre du jour pour lutter contre la pénurie de main d'œuvre⁹. Elle peut même paraître en contradiction avec des articles parus dans d'autres journaux. Cela pourrait s'expliquer par le fait que cette pénurie ne touche pour l'instant que les provinces les plus riches et que le

⁷ Cette question a déjà été traitée dans les numéros précédents de *China Analysis / Les Nouvelles de Chine*.

⁸ Sur la pénurie de main d'œuvre, cf. Joris Zylberman, « L'industrie ne peut plus compter sur un réservoir illimité de main d'œuvre paysanne », *Les Nouvelles de Chine* n°21, novembre 2004, ainsi que Camille Bondon « A nouveau sur la pénurie de main d'œuvre », *China Analysis* n°4, mars-avril 2006.

⁹ *China Analysis* n°4, mars-avril 2006. La municipalité de Shenzhen envisage elle de faire passer les salaires minimums de 86 USD à 100 ou 106 USD. Cf. *Revue Financière Grande Chine*, n°316, 15 mai 2006.

magazine se préoccupe surtout de la consommation.

Quels facteurs influencent les salaires ? L'article en identifie trois : 1/ l'environnement macroéconomique (croissance, inflation, mesures politiques relatives à l'emploi) ; 2/ la situation du marché de l'emploi et 3/ la situation des entreprises.

A partir d'une analyse de ces différents facteurs, le *Zhongguo Guoqing Guoli* s'attend, pour 2006, à une croissance stable mais lente des salaires.

La poursuite de la croissance du PIB est en effet favorable à une poursuite de l'augmentation de salaires. Les signes annonçant la poursuite de cette croissance sont nombreux : la consommation augmente de manière stable, l'industrialisation et l'urbanisation s'accroissent, les politiques de contrôles macroéconomiques sont – d'après le magazine – couronnées de succès. Enfin, l'environnement socio-économique a tendance à s'améliorer.

La productivité du secteur privé ne cesse d'augmenter. En 2005, la valeur nationale de la production a été de 18 232 milliards de yuans, soit 9,9% de plus que l'année précédente. La tendance est à une poursuite de cette augmentation. Entre 2000 et 2010, la valeur totale de la production devrait doubler.

Ces facteurs permettent l'enrichissement du pays et donc devraient avoir des répercussions positives sur les salaires.

L'article cite en parallèle un indice de prospérité des entreprises (*jingqizhishu*) : début 2005, il était de 132,5 ; soit en augmentation de 3,4 points par rapport à l'année précédente bien qu'il soit légèrement retombé à la fin 2005, pour atteindre 131,7.

L'indice de confiance des entreprises (*xinxinzhishu*) était en revanche en chute continue en 2005, passant de 135,9 au début de l'année à 125,4 au dernier trimestre.

Malgré ces résultats globalement bons, des obstacles persistants empêchent une augmentation substantielle des salaires. Le chômage est l'un d'entre eux. **Le marché de l'emploi est caractérisé par une demande supérieure à l'offre.** Le

magazine s'abstient de donner une évaluation du chômage mais explique qu'à l'été 2005, pas moins de 57,7% des nouveaux entrants sur le marché du travail n'ont pas trouvé d'emploi. En moyenne, depuis 1978, un point de croissance s'est accompagné d'une augmentation de 0,4% du nombre d'emplois (cf. tableau). Cette croissance est insuffisante pour permettre l'absorption des nouveaux entrants. Ce problème pourrait bien constituer une bombe à retardement pour la stabilité sociale.

Autre obstacle à l'augmentation des salaires, **la trop lente croissance des profits des entreprises**. En 2005, les secteurs les plus profitables ont été : l'immobilier, l'automobile, puis l'acier, les métaux non ferreux, le bâtiment, la mécanique, la chimie... Ils ont eu une influence positive sur les secteurs du charbon, de l'électricité, du pétrole ou encore du transport. A noter que le magazine déplore au passage que ces industries sont justement parmi celles qui polluent le plus.

De plus, les augmentations actuelles des salaires posent aussi des problèmes. D'abord, les conditions économiques favorables sont partagées de manière inégale au sein de la population. Le salaire annuel moyen en ville est de 10 493 yuans (sans prendre en compte l'inflation). En revanche, dans les campagnes, il n'est que de 3255 yuans¹⁰. Entre 1978 et 2004, les salaires de tout le pays ont en moyenne augmenté de 10%. Dans les villes de Pékin, Tianjin, Shanghai et dans la province du Zhejiang, cette augmentation a été supérieure à 15%. Plus particulièrement, au niveau du service public, les salaires connaissent une réforme avec « **la Loi sur les fonctionnaires** » (*gongwuyanfa*). Le principe est qu'il faut harmoniser les salaires du secteur public avec ceux du privé et les adapter aux évolutions de la société. Les modalités concrètes de mise en œuvre de ces règles générales ne sont pas précisées dans l'article. Le magazine

¹⁰ A noter que le programme des « Nouvelles campagnes socialistes » a pour objectif de lutter contre ces inégalités, notamment en accélérant l'exode rural qui doit permettre à une partie de la population rurale de se convertir dans les industries à forte densité de main d'œuvre, dans lesquelles elle devrait recevoir une rémunération plus importante.

estime que cette réforme est capitale car, d'après son analyse, ces ajustements des salaires du public devraient servir d'exemple pour l'ensemble des secteurs ainsi qu'influencer les conditions de retraite.

Les tendances inflationnistes viennent aussi atténuer l'augmentation des salaires. De janvier à novembre 2005, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 1,8%. En novembre, les prix de l'immobilier ont augmenté de 1,3% en ville, de 1,2% dans les campagnes ; les prix de l'alimentation ont gagné 1,6% ; les prix des produits non alimentaires ont grimpé de 1,2%, ceux des services de 2,7%. Ces augmentations semblent dues à l'évolution du prix des ressources naturelles. L'augmentation des prix du pétrole ou de l'électricité constitue un obstacle à la croissance des salaires. Il semblerait, même si l'article ne le précise pas, que l'augmentation des salaires réelle est quasi nulle en raison de l'inflation.

En conclusion, une augmentation des salaires ne pourra réellement se faire qu'avec des réformes plus poussées : par exemple en matière de création d'entreprises, de définition des droits de propriété, ou de renforcement du système législatif.

Tableau : croissance et création d'emplois (2000 – 2003)

Année	Augmentation du PIB	Augmentation de l'emploi
2000	8.0%	0.8%
2001	7.3%	1.3%
2002	8.0%	1.0%
2003	9.1%	1.1%

4. Libérer lentement mais sûrement le compte de capital

Avant 2002, le marché boursier chinois était des plus fermés, les économistes le comparant régulièrement au lac Qinghai par rapport à l'Océan Pacifique qui représentait alors le marché de Hong Kong. Le P / E était en moyenne de 50 sur le marché A (marché des actions émises en yuans et alors réservé aux Chinois). Le lancement en 2002 des **Qualified Foreign Institutional Investors** (– QFII - licence permettant aux étrangers d'investir

sur ce marché A) a été le premier signe d'une évolution. Le mois de mai 2006 a marqué une nouvelle étape importante dans l'ouverture du marché avec le lancement de facto des **Qualified Domestic Institutional Investors** (QDII), système qui permet aux Chinois d'aller investir sur les marchés étrangers¹¹. Pour le journal *Nanfang Zhoumo*, ces QDII devraient permettre aux pratiques et aux prix de la Bourse chinoise de se rapprocher des normes internationales. Cette réforme est à remettre dans le contexte des ajustements opérés sur le marché financier chinois, sous la contrainte de son ouverture progressive pour répondre aux exigences de l'OMC (voir les introductions en Bourse des banques commerciales étatiques). Certains s'attendent à ce que les QDII investissent en 2006 pour 4 à 5 milliards de dollars, chiffre qui devrait –selon les économistes chinois- s'accroître, notamment grâce aux fonds de pension et compagnies d'assurances (China Life, Ping An...)¹².

Thibaud Voïta

- Wang Shuo, Ye Weiqiang, Zhang Jie, Li Qing et Ren Bo, "China to open capital account gradually"¹³ (traduit du chinois par Xin Zhiming, Lauren Keane et Roland Chang), *Caijing*, n° 158, 1er mai 2006.

New Central Bank policies announced on April 13th allowing domestic institutional investors to invest overseas weren't intended to deflect international pressure on China to revalue the yuan, Central Bank foreign exchange chief Hu Xiaolian told *Caijing* in an exclusive interview. Instead, the new policies mark a further step towards an open capital account.

¹¹ Pour être exact, les QDII ont été lancés en février 2001 en Chine, ils désignaient alors les investisseurs chinois autorisés à investir sur le marché B des actions émises en US ou Hong Kong dollars et à l'origine réservées aux étrangers.

¹² Sources : *Nanfang Zhoumo* du 20 avril 2006 et 21 *Shiji Jingji Baodao* du 27 avril 2006.

¹³ Cette traduction est en réalité une synthèse d'une interview de **Hu Xiaolian**, Directrice de la SAFE depuis mars 2005, anciennement assistante du Gouverneur de la Banque Centrale et ayant connu une carrière fulgurante avant d'arriver à ce poste.

State Administration of Foreign Exchange (SAFE) and the Chinese Central Bank, also known as the People's Bank of China, jointly released new regulations on April 14th allowing banks, insurers, and fund management companies to purchase foreign currency to invest abroad. The new rules allow commercial banks to collect yuan deposits from domestic individuals and institutions and invest them in fixed-income investment products abroad.

Analysts say the change amounts to a de facto QDII (Qualified Domestic Institutional Investor) policy, and mark a decisive step toward an open capital account. Securities agencies will be able to invest individual and institutional foreign currency holdings in overseas securities markets, and insurers will be allowed to invest a certain proportion of their assets in fixed-income and money market instruments.

"The central bank and SAFE have been heading in this direction over the past year," Hu said. "This new policy was not made because of the huge trade surplus, foreign exchange reserves, or international pressure. It is part of the process of China's foreign exchange reform."

He added that China has two policy goals for these reforms: first, that the yuan's exchange rate should reflect market supply and demand; second, that the yuan should move gradually towards convertibility.

"The targets [for the new rules] have long been set," Hu said.

Hu said the current macroeconomic conditions – fast economic growth, ample foreign exchange reserves and steady financial reforms – are favorable for capital account reform. "Making the yuan convertible on the capital account is our long-term goal, but the pace and speed need to be determined in line with the overall economic situation." Hu said. "Under the current circumstances, we can pick up our pace."

The market has generally interpreted the move as a step to ease pressure to revalue the renminbi. But Hu said it would be "short-sighted" to link the reforms with international pressure. "It is not an expedient move kicked off under pressure, but part of a long-term strategy to push forward foreign exchange reforms in an orderly fashion, and gradually achieve the convertibility of the yuan." Hu added that she hoped the policy would encourage diversified investment to control risk.

When asked about the investment quotas that the new regulations impose, Hu said multiple factors, such as an institution's management ability and market reaction, would be taken into account when deciding the quotas allowed for individual commercial banks, fund management companies and insurers. "The overall quotas would not be set to match those of QFII, as the market has speculated, but would take into consideration our balance of payments," Hu said. Many market analysts say US\$6 billion, or the total of China's QFII quotas approved for foreign institutional investors, is the cap for this year's QDII quotas.

Hu said the new move represents continuity with past policies to allow capital outflows. Eligible commercial banks have long been allowed to invest in fixed-income products overseas. In 2004, the China Insurance Regulatory Commission (CIRC) began to permit insurers to use foreign exchange funds to invest in some overseas financial instruments.

This time, the new policy has stipulated different terms for commercial banks, securities agencies and insurance companies. Commercial banks can use the renminbi to purchase foreign exchange for overseas investment, which represents a significant step forward compared with previous practices.

"Now the 'big four' state-owned commercial banks can boast ample funds and are keenly looking forward to the new regulations," said Tang Dihua, who heads Bank of China's global financial markets department.

Wang Yong, assistant to the general manager of the China Construction Bank said, "The banks' products and services would reach more customers." But Tang said he believes the move will also create more challenges for banks. "The current foreign exchange investment products are actually deposit portfolios with fixed-rate returns," he said. "They are not real asset management products. Under the new policy, investors will have to choose between risk and returns." Tang believes individual investors will invest in high-risk and high-return products.

Tang said that banks' greatest challenges lie in their ability to discern risk in overseas markets, tap new products and services and attract high-caliber investment professionals. "Not many domestic banks are up to those (international) standards," he said.

For domestic insurers, the new policy would allow them to invest more funds in overseas investment, Hu said. Wu Dingfu, chairman of CIRC, said that if the management of insurance funds cannot be strengthened, the industry will incur new losses. In recent years, China has eased regulation on insurers' investment in the capital market. Analysts say that insurance funds' finding more investment channels is an unstoppable trend. Although the new policy only allows insurers to invest in fixed-income products and money market instruments, it will still greatly expand the investment channels of domestic insurers. According to Caijing's investigation, most domestic insurers are cautious about their profit-making prospects after the new policy is put into effect. However, Liu Tingjun, manager from Taikang Life, held that it will diversify risks domestic insurers face, which is more significant than making profit.

Hu said the authorities would take a "gradualist" strategy concerning overseas investment by domestic insurers. Although overseas markets are booming these days, investment risks would increase if insurers are incompetent in risk management. "They would be allowed to invest into a wider scope of products if they prove to be up to their job."

For securities brokers, this may be the best time to launch the QDII policy. "The yuan is appreciating and investors would not invest much of their money overseas," said Lin Shoukang, senior manager from China International Capital Corporation Limited.

The new policy allows fund management companies to pool money only from directed individuals and institutions. "We hope that this can eventually evolve from directed placement to public offering to provide investment opportunities for more institutions and individuals," Hu said. Caijing has also verified that a pilot scheme targeted at a select group of companies would be launched first as a test.

The China Securities Regulatory Commission (CSRC) does not seem interested in the new move. "What has come out concerns only principles and it would not be real QDII without applicable implementation details," said an official from the commission who spoke under conditions of anonymity. Insiders also said CSRC disagreed with SAFE on the pace of QDII. While the SAFE wants to expand

the scale of QDII, the CSRC fears that it may dampen the stock market and drain domestic funds.

Caijing has verified that the CSRC has hammered out detailed management rules for implementing the new QDII policy, but "the commission wants to release relevant policies only after a period of experimentation and observation," according to an anonymous CSRC official. After two week of running for the new policies, Hu believes that the market reaction has been largely positive toward the new QDII policy. "It is held that the move will contribute to the long-term health of the capital market." We will adopt more market-oriented policies to ward off possible risks, Hu said. "We should take the initiative to lower risks instead of passively defending against them."

5. L'affaire Changhong – Apex : Un règlement à l'amiable « à la chinoise » ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

- *Shu Yi et Su Dandan : « Les démêlés entre Changhong et Apex en voie de résolution », Caijing, n°158, 1^{er} mai 2006¹⁴.*

Cet article a pour objet l'accord tout récemment trouvé entre l'entreprise sichuanaise de téléviseurs Changhong Electronics et l'américain Apex Digital fondé par un Chinois d'Outre-mer (naturalisé Américain en 2000), David Ji. **La présentation de faits par *Caijing* diffère de celle d'un article du *New York Times*¹⁵ paru il y a quelques mois.** Au-delà de ce qui est exposé dans l'article, cette affaire semble en dire long sur les pratiques commerciales chinoises ou sur les liens entre la bureaucratie et les cadres, même si de trop nombreuses zones d'ombre persistent. .

D'où vient le litige ?

Apex avait été engagé par Changhong pour distribuer ses produits (téléviseurs,

lecteurs DVD) aux Etats-Unis dans les grands centres commerciaux (Wall Mart, Best Buy et Circuit City). D'après *Caijing*, la collaboration fut étroite et riche en succès entre 2001 et 2004. Mais des problèmes de qualité survinrent et la distribution des produits de Changhong fut interrompue courant 2004 aux Etats-Unis. La compagnie chinoise a alors accusé Apex de ne jamais avoir payé 472 millions de dollars pour des produits livrés. Apex aurait depuis cette date versé une partie de la somme. Au moment de la parution de l'article, elle ne devait plus que 170 millions de dollars.

Selon un rapport interne de Changhong sorti le 21 avril 2006, l'entreprise, David Ji et Apex seraient parvenus le 11 avril à un **accord** entré en vigueur le 20 avril. L'avocat de Changhong aux Etats-Unis, Steven M. Haines du cabinet Morrison and Foerster, cité dans l'article, affirme que Changhong va récupérer cet argent grâce à l'hypothèque d'un certain nombre d'actifs d'Apex. *Caijing* estime qu'il est probable que ces actifs soient une filiale d'Apex cotée sur la Bourse de Hong Kong, la Zhonghua Shuju Guangbo (中华数据广播控股有限公司) ainsi que des droits de propriété intellectuelle. Ces actifs représentent une valeur totale de 150 milliards dollars.

Reste que pour le PDG de Changhong, Zhao Yong (ancien maire de Mianyang, la ville de l'entreprise), cette somme n'a pas d'importance. Ces propos sous-tendent que l'essentiel pour Changhong était de ne pas perdre la face : autrement dit, il fallait obtenir un accord selon lequel Apex reverserait de l'argent à son ex-partenaire. Après une période de difficultés financières (notamment dues à ses problèmes aux Etats-Unis), Changhong semble aujourd'hui renouer avec les profits qui ont grimpé de 108,12% en 2005¹⁶. L'entreprise pêche néanmoins par ses médiocres activités internationales : elle reste interdite aux Etats-Unis, peine à pénétrer le marché européen. A l'étranger,

¹⁴ Outre cet article, la présente synthèse s'appuie sur « Changhong et Apex : une partie d'échec qui n'est pas encore terminée » (en chinois), *Caijing*, n°139, 8 août 2005 et Joseph Kahn : « Trapped in the lawless Chinese business jungle », *New York Times*, 1^{er} novembre 2005.

¹⁵ Joseph Kahn, *op. cit.*

¹⁶ ... Ce notamment grâce à de très généreux prêts de 8,5 milliards de yuans de la part des banques publiques. Cf. *Zhengquan Shichang [Securities Market]*, 01/01/05. Preuve des liens très forts qui unissent Changhong et le pouvoir politique.

elle est surtout présente sur les marchés d'Asie du Sud-Est.

Le but de Changhong n'est pas de pousser Apex à la faillite. Ce ne serait d'ailleurs pas dans son intérêt car cela nuirait à la valeur des actions de la Zhonghua Shuju Guangbo. Zhao Yong affirme en conséquence que **le remboursement de cette dette ne constitue qu'une « cérémonie d'adieu à l'ancienne Changhong »** (对老长虹的告别仪式 *dui lao Changhong de gaobie yishi*). Et *Caijing* de citer un « proche de David Ji » qui aurait affirmé que le moyen le plus efficace de récupérer cet argent serait somme tout de développer la coopération entre les deux entreprises. « Des amis devenus ennemis peuvent-ils à nouveau redevenir amis ? » (朋友, 敌人, 再回到朋友? *pengyou, diren, zai hui dao pengyou*) s'interroge le magazine.

Cependant, l'article passe sous silence certains des faits les plus marquants de l'affaire. Ainsi, l'article du NYT rapporte que la réaction de la direction de Changhong pour récupérer l'argent qu'elle réclame a été directement de faire appel à la police (et non à la Justice). David Ji a donc été arrêté par la police de Mianyang, ville de Changhong, alors qu'il était en voyage d'affaires à Shenzhen, en octobre 2004. D'après l'article du NYT, Changhong a par la suite décidé des lieux de détention de David Ji, des dates d'interrogatoires et de la manière dont Apex pouvait rembourser la société sichuanaise. Les frontières entre l'entreprise, la police et les cadres provinciaux semblent être alors devenues inexistantes.

Caijing passe ces faits sous silence. L'article, évoquant toujours un proche de David Ji, soutient que ce dernier serait en train de nouer de nouveaux liens pour se lancer dans de nouvelles affaires. Il était toujours, à l'heure de la parution de l'article, en Chine (mais sans qu'il y soit retenu contre son gré). Le magazine se plaint aussi de la mauvaise publicité que l'article du NYT constitue pour un éventuel retour des produits de Changhong sur le sol américain.

En conclusion, la comparaison entre la version du NYT et celle de *Caijing* laisse de nombreuses questions en suspens : comment cet accord final a-t-il été

négocié ? A-t-il été signé de plein gré par David Ji ? Quel rôle le monde politique a-t-il joué dans cette affaire ?

6. Le barrage des Trois Gorges, entre accomplissement et controverse

Synthèse commentée par Katiana Le Mentec d'après :

- «L'innovation est un objet de poursuite», Renmin ribao , 23 mai 2006, p. 4
- «L'achèvement du barrage des Trois Gorges approche», Renmin ribao, 29 avril 2006
- «Three Gorges Dam not polluting Yangtze's upper reaches», www.english.gov.cn, 16 mai 2006 ;
- «Dam to withstand any attack, designer says», www.english.gov.cn, 27 november 2005.
- « Les Trois Gorges atteignent le sommet, Hu Jintao et Wen Jiabao n'applaudissent pas », Renminbao, 22 mai 2006 ;
- « Les Trois Gorges se transforment en Gorges fantômes », Renminbao, 22 mai 2006 ;
- « Les immigrants des Trois Gorges n'ont pas de voie pour survivre, le site Internet de la nouvelle Chine dit cependant que c'est bon jour », Renminbao, 18 avril 2006 ;
- « Chongqing seeks more cash to help Three Gorges victims », South China Morning Post, 9 mars 2006, p. 6 ;

Depuis la déclaration de Cao Guanjing, le vice directeur général de la China Yangtze River Three Gorges Project Development Corporation, sur l'achèvement imminent de la construction du massif barrage des Trois Gorges, le pharaonique projet hydro-électrique est à nouveau d'actualité. Prévu pour le 20 mai 2006, les 3000 m² de béton final sont coulés en avance de neuf mois sur le calendrier prévisionnel. Ceci marque la fin de la seconde phase de construction (celle la rive nord) débutée en juillet 2003. La rive sud fut complétée en octobre 2002. Désormais, les deux fractions du barrage sont à la même hauteur. Cette réalisation marque l'achèvement de la partie principale du projet qui comprend encore la construction de turbines générateurs et d'autres équipements, prévue pour 2009.

Pourtant contesté à ses débuts même au sein du Parti communiste, le projet qui date de l'époque de Sun Yat-sen a finalement été adopté par les deux tiers des députés de l'Assemblée nationale en avril 1992. La construction de 2 309 m de long, 184 m de haut et 15 m de large, gérant 16,1 million de mètres cubes d'eau, entraîne le déplacement de 1,13 à 2 millions de personnes. Récemment, le Conseil d'Etat a approuvé la montée des eaux du réservoir à 156 mètres et annoncé que la quatrième grande vague de migration massive débutera en septembre 2006, touchant 80 000 résidents de Chongqing. La municipalité a déjà déplacé, selon les sources officielles, un total de 958 000 personnes dans 11 provinces depuis 2002.

Dans la presse, comme dans les recherches universitaires occidentales et même parfois chinoises, de nombreux reproches sont adressés aux autorités : la corruption de masse, l'augmentation continue des coûts (estimée à 10,8 million dollars en 1993, le montant final atteindrait au final 25 millions) mais aussi et surtout les mauvaises conditions du déplacement des populations concernées. Les fonds prévus au début du projet ne sont guère suffisants et la municipalité de Chongqing a récemment réclamée une augmentation de 1 à 2 milliards de yuan du montant des fonds annuels d'indemnisation. Le bilan brossé par les chercheurs¹⁷ montre les nombreux problèmes auxquels les habitants déplacés sont confrontés. Les médias dissidents, tel que le *Renminbao* (Journal du peuple) publié aux Etats-Unis, publient des constats accablants : le manque de fonds et la corruption des fonctionnaires locaux mènent le peuple des Trois Gorges à la famine et au suicide et toutes plaintes ou contestations publiques entraînent la réaction armée et violente de la police chinoise ainsi que de nombreuses arrestations. Les conséquences environnementales sont aussi l'objet de controverses. On évoque régulièrement la pollution du fleuve, l'érosion des berges, les risques d'une accumulation des sédiments au niveau du barrage ou encore la multiplication de

¹⁷ Voir Florence Padovani, « Displacement and resettlement in the Three Gorges Dam », *Provincial China*, vol. 8, number 2, october 2003 pp. 164-183.

brèches dans la construction qui aurait des conséquences dramatiques. D'ailleurs l'énormité du coût humain, les dangers que fait peser ce projet sur l'environnement comme sur les villes du cours moyen du Changjiang ont conduit les grands agences internationales (la Banque mondiale avait au départ été favorable) à refuser leur concours financier.

La puissante campagne médiatique orchestrée par le gouvernement laisse aujourd'hui peu de place en Chine continentale pour un débat ouvert sur la question et nombreuses sont les critiques vis-à-vis du manque de participation publique. Dai Qing, journaliste et activiste au service de la défense de l'environnement, la plus célèbre opposante au projet, regrette que les avis indépendants aient été ignorés. Elle fut arrêtée après la publication de son livre *Yangtze Yangtze !* et condamnée en juillet 1989 à une peine de 10 mois dans une prison de haute sécurité. Elle n'a pas été autorisée à publier ou à parler en public pendant seize années jusqu'à son discours en 2005 à Pékin (disponible dans son intégralité sur le site www.threegorgesprobe.org).

De son côté, Pékin présente le projet comme une prouesse technologique accomplie qui suscite l'admiration de la scène internationale, et notamment des experts et scientifiques du monde entier. Le Parti met l'accent sur l'effort commun et le soutien du peuple tout entier, et en particulier des habitants des Trois Gorges, dans cette entreprise qui « montre que la Chine est capable de réaliser de grandes choses ». Le gouvernement met fièrement en avant les bénéfices pour les « 220 millions d'habitants » de la région. Le barrage permettra de contrôler les crues du fleuve qui ont coûté 300 000 vies humaines au cours du XX^e siècle, mais aussi et surtout de produire une énergie propre non polluante. Wang Xiaomao, le directeur du projet, a déclaré que les 84,7 milliard de kilowatts heures d'énergie que le barrage générera chaque année joueront un rôle important dans le développement industriel de la région. L'amélioration de la navigation devrait désenclaver économiquement la région, et la submersion de nombreuses vieilles usines permettra la mise en place de nouvelles infrastructures mieux adaptées

et plus sécurisées. Face aux critiques, le Parti communiste publie régulièrement les résultats de ses propres analyses sur la non évolution de la pollution du fleuve, la conservation de la biodiversité, l'invulnérabilité du barrage qui est sans faille jusqu'à présent et qui est prêt à faire face à tous les risques (qu'ils proviennent de catastrophes naturelles ou d'attaques militaires éventuelles), ainsi que le succès du tourisme dans la région et sur le site du barrage ouvert depuis 1997. Il met en avant ses nombreux projets comme la protection des plantes rares, le nettoyage du réservoir, la construction d'un aquarium et d'un jardin botanique dans la zone du barrage. A propos des problèmes d'environnement et de déplacements, Mr Wang a déclaré « je pense que nous pouvons gérer ce genre de problèmes proprement ». Pu Haiqing, directeur du Comité de construction du projet des Trois Gorges (sous l'autorité du conseil d'Etat), a déclaré à CCTV que « la plupart des personnes déplacées sont satisfaites avec leurs nouvelles vies et jouissent des meilleures conditions ». C'est dans un perpétuel souci d'amélioration des conditions de vies des habitants que le gouvernement déclare gérer le problème.

La contradiction est évidente selon les sources, entre d'un côté le paysage idyllique dépeint par le gouvernement et de l'autre le tableau d'une catastrophe écologique, économique, humaine et sociale d'une ampleur extraordinaire.

Il faut encore mentionner que ce barrage est bien plus qu'un projet de central hydroélectrique ; il offre au Parti communiste la possibilité de maîtriser l'un des plus grands fleuves du pays, ce qui a été de tout temps considéré en Chine comme critère de bonne gouvernance. Le barrage représente un investissement symbolique important pour l'image du pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Les débats présents ne peuvent certes pas remettre en question la construction du barrage des Trois Gorges désormais achevé, mais restent vivement d'actualité avec les vagues de déplacements à venir ainsi que les nombreux nouveaux projets de barrage sur le Changjiang, notamment celui des célèbres Gorges du tigre bondissant.

7. Les riches et les autres : un débat sur la haine sociale

Synthèse commentée de Camille Bondoïs d'après :

- Zhao Xiao, « Ethique de la richesse et de la création d'un marché sain », Ershiyi Shiji Jingji Baodao, 24 avril 2006

Au début de ce 21^e siècle, une nouvelle couche sociale, longtemps mise à l'écart et méprisée par l'idéologie communiste, ressurgit en Chine : « les riches ». Avec l'essor économique du pays ces 20 dernières années, le développement de cette couche sociale – composée d'hommes d'affaire privés et de hauts fonctionnaires.- apparaît, sans nul doute, du moins de l'extérieur, comme une preuve de la réussite chinoise, un atout pour le pays, voire même une force indispensable.

Toutefois, le *Ershiyi Shiji Jingji Baodao* revient sur un phénomène de plus en plus alarmant en Chine : « la haine des riches » (仇富, *choufu*).

Mais, qui sont ces riches et pourquoi inspirent-ils de tels ressentiments ?

Pour comprendre ce problème complexe qui divise la société et les intellectuels, 4 experts sont invités à se prononcer sur ses causes, et ses formes. Selon Ren Zhiqiang, Président du groupe Huayuan, il n'existe qu'une seule forme de « haine des riches » et dire que la société ne déteste pas les riches en soi mais ceux qui sont devenus riches en détournant les lois, est une assertion injustifiée. Face à ce point de vue, les réactions sont très diverses : Mao Shoulong, Professeur à l'Université du Peuple prend le contre-pied et défend l'idée que le *choufu* est en fait une haine de l'injustice et des inégalités, et le produit du tournant économique de la Chine actuelle.

Se plaçant sur un plan historique, Zhao Xiao, Professeur à l'Institut de Management de l'Université de Sciences et Technologies de Pékin explique que la « haine des riches » est liée aux spécificités de l'histoire chinoise. Enfin, Li Shi, Professeur de l'Ecole Normale de Pékin voit dans la transparence des revenus l'unique solution permettant de combattre un état d'esprit néfaste pour l'avancée de la société.

Ainsi, le *choufu* n'est pas qu'une simple anecdote sociologique. Les problèmes qu'il implique sont historiques, économiques et sociaux.

Le *Ershiyi Shiji Baodao* part de deux constatations :

D'abord, après la parution du palmarès des 100 plus grands philanthropes chinois et des 100 plus grosses fortunes, il apparaît que plus de la moitié des plus grosses fortunes de Chine n'apparaissent pas dans le palmarès des grands donateurs philanthropes. Ensuite, le fossé entre les « pauvres » et les « riches » ne cesse de s'agrandir. Ces deux observations ont relancé le débat sur le phénomène *choufu*.

Les causes de ce phénomène sont complexes et revêtent plusieurs aspects. Toutefois, les quatre intervenants s'accordent à dire que les inégalités croissantes entre les riches et les pauvres constituent le terreau principal de la haine des riches. L'indice Gini est sur ce point, très éloquent : la Chine est le pays à forte population dont les écarts de revenus sont les plus importants, avec un indice de 0,45. De plus, d'après le palmarès des 100 plus grosses fortunes chinoises, et l'analyse des statistiques chinoises, certains observateurs ont pu noter que le revenu des 100 personnes les plus riches correspondrait au revenu moyen annuel de 100 millions de paysans (soit 2622 yuan, 260 euros), et au revenu annuel minimum (soit 637 RMB, 64 euros) de 400 millions de paysans. De plus l'écart des revenus entre les villes et les campagnes a atteint un record historique ; au sein même des villes, un fossé social est apparu entre hauts et bas salaires.

Ces différences de revenus, comme le souligne le professeur Li Shi, se sont nettement aggravées à partir du milieu des années 90, puisque les hauts revenus ont augmenté plus rapidement que les bas revenus, qui ont eu tendance à stagner voire même à baisser.

Pourtant, cette inégalité a été au début tolérée par le gouvernement lui-même, pour lancer l'ère des réformes et du développement économique. En effet, comme le rappelle Zhao Xiao, « permettre à quelques uns de s'enrichir d'abord » (让一部分人先富起来, *Rang yibufen ren xian fuqilai*) pour amener le pays sur la voie de la croissance et en faire bénéficier le

plus grand nombre, a été l'un des moteurs de la croissance chinoise, principe accepté et intégré par la population, du moins dans les premiers temps du développement. Comment expliquer alors un tel revirement de situation ?

Selon Zhao Xiao, le pays est resté bloqué à la première étape du processus : Les riches se sont effectivement enrichis, mais le plus grand nombre n'en a pas profité et la polarisation des revenus en est l'expression la plus frappante. Mais d'autres phénomènes ont également vu le jour avec les réformes : le chômage, la restructuration des entreprises publiques et ses conséquences, les mises à pied (下岗人, *xiagang ren*), la surpopulation agricole, les migrations paysanne vers les villes. Ceci attise la rancœur des laissés pour compte.

Par ailleurs, l'étalage des richesses de certains peut apparaître comme une provocation. La consommation des produits de luxe est très en vogue dans les grandes villes chinoises. La population achetant des produits de luxe a augmenté de 13% ces dernières années, atteignant un total de 160 millions de personnes. Cette vitrine de la dépense et du luxe s'exposant au grand jour renforce les frustrations de ceux qui se demandent toujours où sont les retombées de la croissance. Cela attise « la haine des riches ». D'autant plus que, comme le montre le palmarès des 100 philanthropes de Chine, les riches ne sont pas de grands donateurs et redistribuent très peu leur richesse dans des activités caritatives. En 2004, les donations reçues par les organisations caritatives ont atteint 5 milliards de RMB (500 millions d'euros), soit 0,05% du PNB, alors qu'elles occupent 2,17% du PNB au Etats-Unis. « Permettre à quelques uns de s'enrichir d'abord » devait avoir pour but de redistribuer les richesses mais le manque d'engagement social et de responsabilité individuelle des riches font échouer ce plan. Ainsi on leur reproche une attitude égoïste, puisque, selon Zhao Xiao, face aux difficultés d'une grande majorité de la population, les donations des riches auraient pu panser les blessures de la société.

Toutefois, la montée des inégalités n'est pas la seule raison de « cette haine des riches ». Pour Zhao Xiao, Mao Shoulong et Li Shi, la « haine des riches » est

surtout une haine envers ceux qui sont devenus riches par des moyens détournés, voire illégaux, envers ceux qui profitent des lacunes de la législation chinoise pour s'enrichir davantage. Allusion est faite à la corruption des cadres, aux alliances douteuses entre les hommes d'affaires privés et les fonctionnaires d'Etat ainsi qu'à l'impossibilité de connaître la source des revenus de beaucoup de riches. Ren Zhiqiang rappelle que 80% des citoyens considèrent que la distribution des richesses n'est pas équitable. Zhao Xiao évoque clairement les alliances entre les hommes d'affaires et les fonctionnaires locaux, fondées sur un partage stratégique de pouvoir et d'argent. Les hommes d'affaires privés ne sont plus alors que des « bandits de grands chemins » (江湖豪客, *jianghu haoke*) qui pillent les biens du pays.

Cependant, Mao Shoulong tente de limiter ce phénomène de *choufu* en rappelant que la richesse est l'idéal de tous : personne ne choisit la pauvreté, si ce n'est quelques marginaux. Au moment du Nouvel an, chacun souhaite à l'autre de « devenir riche » (祝你发财, *zhu ni facai*), et se précipite dans les temples pour demander aux esprits d'apporter la richesse. Ainsi, il ne peut y avoir une « haine des riches », puisque la richesse est en quelque sorte un modèle pour tous, mais une haine de l'injustice et des inégalités, en particulier de ceux qui sont devenus riches de manière illégale. Or., les riches ont dû s'adapter à l'économie de marché et ont pris des risques à une époque où les règles du marché étaient encore floues. Pour Mao donc, le principal problème réside dans la discrimination contre les commerçants, traditionnelle en Chine.

D'une manière générale – et paradoxalement - « devenir riche » est mal vu de la société chinoise. Depuis des siècles, l'étude est valorisée par rapport à la richesse, « L'or ne se trouve qu'à l'intérieur des livres » ou « Seule l'étude a de la valeur » disaient les lettrés, et les commerçants ont toujours été l'objet de méfiance jusqu'à être considérés comme des traîtres. En effet, tout le monde ne pouvait user de la richesse, car il fallait savoir le faire avec intelligence. Ainsi, dans la société ancienne, on atteignait souvent une place dans la société par les

livres : réputation et richesse étaient données aux plus grands lettrés.

Mais dans la Chine des réformes, cet ordre des choses a été totalement bouleversé et a conduit à un choc des mentalités. Mao Shoulong cite l'exemple des nouvelles générations de jeunes : au sein d'une même classe d'âge, certains vont à l'école, reçoivent une éducation et vont à l'université tandis que d'autres rentrent très tôt sur le marché du travail, apprennent à se battre pour tirer leur épingle du jeu et gagner de l'argent. Certains même, notamment au début des réformes, ont tiré profit d'une économie de marché peu normalisée. Ainsi, quand les étudiants obtiennent avec peine leur diplôme et entrent sur le marché du travail, ils s'aperçoivent vite que leur patron n'est pas diplômé et n'a pas un haut niveau d'études. Ceux qui ont étudié ont donc du mal à s'introduire sur le marché, à faire fortune : ces nouveaux lettrés peinent désormais à obtenir la renommée, la richesse et un statut honorable dans la société.

Parallèlement, des jeunes sans grande éducation se sont enrichis trop rapidement. Partant de peu, ils connaissent la valeur de l'argent, mais n'ont pas formé leur goût pour l'élégance et sont restés un peu rustres. Ils sont considérés par les gens éduqués comme une vulgaire armée de consommateurs de produits chers : que ce soit pour une voiture, une maison ou un simple gâteau de lune, ils ne veulent que le plus cher. Ces riches là sont haïs, notamment parce qu'ils contredisent la pensée traditionnelle chinoise. Cette situation ambiguë et complexe, née des changements économiques et sociaux rapides, favorise une certaine « haine des riches », avec une connotation très particulière.

C'est pourquoi, Mao Shoulong appelle à casser cette idéologie selon laquelle « plus on est pauvre, plus on est honorable ». C'est le seul moyen de protéger les fruits de la réforme et d'aller de l'avant.

Contrairement aux autres, Ren Zhiqiang insiste sur le fait que la haine des riches ne peut revêtir des formes différentes. En effet, dans la pratique il est impossible de distinguer les riches qui sont devenus riches honnêtement de ceux qui sont devenus riches de manière illégale : il est donc impossible de distinguer entre

« bons » ou « mauvais » riches. De plus, le caractère illégal ou non de la richesse est avant tout une question de droit et doit être tranchée par un tribunal, non par la société.

Ainsi, le vrai problème n'est pas là. La « haine des riches » constitue avant tout une insatisfaction face aux réformes et à certaines politiques. La croissance économique a eu un coût : les chômeurs, les « *xiagang* » ont payé le prix des réformes. Et, face aux difficultés auxquelles font face une grande majorité de personnes, l'attitude consummatrice des riches et leur mode de vie apparaît comme une provocation.

Mais les pauvres ne sont pas les seules victimes de la croissance économique. Zhao Xiao constate que ni les pauvres ni les riches ne sont vraiment heureux et sereins en Chine. Les difficultés auxquelles font face les riches accentuent leur acharnement à réussir et leur arrogance aux yeux des autres. Si les riches sont les fruits de la croissance économique et si certains ont su jouer des défaillances d'un système encore mal affirmé, ils en sont aussi les victimes. Ainsi, à chaque nouvelle étape du développement économique, les lois se resserrent et de nombreux hommes d'affaires privés sont éliminés.

Dans le processus de développement, à chaque nouvelle étape, des riches sont éliminés. Zhao Xiao cite l'exemple de plusieurs chefs d'entreprises privées et de leurs empires qui se sont effondrés ces dernières années : Liu Hong et sa société Chenggong, Yan Caihong et sa société Hong Yi etc. La corruption est l'une des principales raisons de ces échecs. Mais Zhao Xiao explique que ceux-ci tiennent également à un esprit d'entreprise boiteux. Alors que les chefs d'entreprise occidentaux seraient dirigés par une morale chrétienne et par certains principes de vertu (citant l'exemple d'Andrew Carnegie), les hommes d'affaires chinois entrent sur le chemin de la prospérité avec avarice et cupidité. Peu d'entre eux pensent qu'en créant de la richesse ou en obtenant de la richesse, il faut atteindre un objectif de vertu et en faire bénéficier les autres. Au contraire, ils essaient de pénétrer les failles du système en utilisant des moyens comme « la redistribution des richesses » ou « le transfert des richesses » pour devenir riche en une nuit.

Ils ressemblent à des joueurs qui misent le tout pour le tout pour devenir riche en une nuit. Cette attitude doit, selon Zhao Xiao, être condamnée.

Mais, fait-il remarquer, cet esprit joueur et cet acharnement à devenir riche par tous les moyens sont dus également aux imperfections du système et notamment du régime de propriété privée. En effet, les hommes d'affaires et les riches ne possèdent pas la garantie de leurs biens. Par exemple, le propriétaire d'un immeuble ou d'un appartement ne l'est qu'à moitié puisque seul l'Etat reste propriétaire du sol. Ainsi, l'attitude controversée des riches est également due aux manquements dans les réformes.

Ainsi, même si chaque intervenant voit dans le phénomène *choufu* des facteurs explicatifs différents, tous le font remonter à des origines historiques et estiment qu'il a été exacerbé par la croissance économique des vingt dernières années. Ainsi la « haine des riches » est l'une des manifestations des limites de l'essor économique chinois à ce stade. Toutefois, Mao Shoulong considère que le *choufu* ne pose pas de véritable problème à l'heure actuelle. Selon lui, il n'a en effet pas entraîné de véritable polarisation au sein de la société : les riches ne forment pas encore une classe bien déterminée avec ses propres modes de fonctionnement. Par ailleurs, tant que les pauvres auront un espoir de devenir riche, le *choufu* ne sera pas un véritable danger. Malgré tout, ce phénomène comporte des enjeux sociaux, économiques et politiques. Pour résoudre ce problème, Li Shi évoque un besoin vital de transparence pour les revenus des riches comme seule solution pour permettre à chacun de comprendre l'origine des ressources des riches et de prévenir la corruption. De la même manière que le fait de rendre publics les salaires et l'état des biens des fonctionnaires permettrait de distinguer les fonctionnaires honnêtes des fonctionnaires corrompus, davantage de transparence sur les revenus des riches pourrait atténuer cette haine des riches. Zhao Xiao, voit, quant à lui, plusieurs niveaux de réformes à approfondir. D'un point de vue économique, il manque une réglementation mûre et complète cadrant et canalisant l'accumulation des richesses, ainsi qu'une régulation dans la distribution des richesses. D'un point de vue

idéologique, il encourage la mise en place d'une véritable réflexion sur l'économie de marché : En même temps que l'on rétablit l'honneur de l'ambition personnelle dans les mentalités, il manque une réflexion solide pour construire une morale du marché économique et de la richesse.

Ainsi à un stade avancé des réformes économiques et de la montée du niveau de vie en Chine, de nouveaux besoins se font sentir, nécessitant de nouvelles réflexions et réglementations pour préparer la Chine à devenir une société d'économie de marché mûre.

8. La Chine se dote d'une diplomatie publique

Synthèse commentée de Florence Biot, d'après :
- Tang Xiaosong, « Structuration et développement de la diplomatie publique chinoise », *Xiandai Guoji Guanxi*, 2006, n°2, pp. 42-46

Au cours du mois de mai, de nombreux médias chinois relatent et commentent la part du budget public américain consacré à la diplomatie publique en direction de la Chine.¹⁸ La diplomatie publique est d'abord une politique d'explication et de mise en oeuvre de l'intérêt national vis-à-vis des peuples d'autres pays. Elle est de plus en plus universellement considérée comme un complément nécessaire à la diplomatie traditionnelle. Tang Xiaosong, auteur du présent article, publiait l'an dernier avec Wang Yiwei dans la revue *Guoji wenti yanjiu* une exploration de l'usage de la diplomatie publique hors de Chine¹⁹. Il insistait alors sur l'encouragement que Hu Jintao avait donné au développement de nouvelles pratiques diplomatiques en Chine lors de la dixième conférence des ambassadeurs tenue à Beijing l'été 2004. C'est en procédant aujourd'hui à une évaluation historique et structurelle du développement de la diplomatie publique en Chine que Tang Xiaosong entend identifier ses imperfections et formuler des recommandations pour l'édification de son système.

L'histoire démontre que la mise en oeuvre de la diplomatie doit coller au plus près des vicissitudes du monde, en s'adaptant aux nouveaux défis posés aux intérêts nationaux. Désormais, la mondialisation et le développement de sociétés

d'information font de l'opinion publique en général, ainsi que des analyses et des informations circulant dans la communauté internationale autant de facteurs qui influencent la diplomatie. De nombreux Occidentaux distinguent dans la composition de celle-ci l'importance relative du *hard* et du *soft* power, et mettent en avant l'influence que revêt désormais la diplomatie publique en complément de la diplomatie traditionnelle entre gouvernements.

Le concept de la diplomatie publique (公共外交, *gonggong waijiao*) vient de la fin des années soixante aux Etats-Unis, et l'auteur cite la directive gouvernementale américaine²⁰ qui a précisé son projet en 1987. Tang Xiaosong précise toutefois qu'il s'agit bien de distinguer la diplomatie publique, laquelle prend le public étranger comme récepteur de l'action d'un gouvernement, de la diplomatie populaire (民间外交, *minjian waijiao*) qui fait des peuples le sujet principal des interactions entre sociétés civiles de pays différents.

Deux avantages stratégiques de la diplomatie publique, avancés à la London School of Economics et par Joseph Nye sont d'abord rappelés : son rôle de « commentateur caché » (隐藏的说明者, *yincang de shoumingzhe*) pouvant changer à très haut niveau le microcosme politique (政治生态, *zhengzhi shengtai*) d'autres Etats. Mais Tang Xiaosong insiste aussi sur le fait qu'en projetant vers les opinions publiques étrangères une image propre à susciter compréhension et affinité, elle contribue particulièrement à cultiver un mécanisme de confiance bénéfique au système international contemporain. Par ailleurs, cette « politique douce » assure la voie du succès pour une série d'objectifs « durs », le plus direct étant l'avantage économique que les seuls moyens économiques traditionnels ne suffisent

¹⁸ Caijing calcule notamment que dans les cinq prochaines années, sur les 500 millions de dollars qui seront alloués par le Congrès à la diplomatie envers la Chine (ouverture d'un consulat, appuis aux échanges commerciaux, échanges linguistiques et culturels), 6 millions seront consacrés à la diplomatie publique (professionnels et installations techniques). <http://www.chinastandard.com.cn>, 22 mai 2006.

¹⁹ « Exploration de la diplomatie publique étrangère », *Guoji wenji yanjiu*, 2005, n°1, pp. 60-63.

²⁰ Il s'agissait d'augmenter les échanges du gouvernement, utilisant la télétransmission et autres moyens de communication pour comprendre, s'informer et influencer l'opinion publique d'autres pays, diminuer les erreurs d'interprétation qui peuvent avoir cours dans ces derniers ou parmi leurs opinions publiques vis à vis des Etats-Unis, augmenter l'image et l'influence des Etats-Unis auprès du public et aller plus avant dans l'organisation de manifestation au bénéfice de ceux-ci.

plus à atteindre à l'époque de la mondialisation : on ne sépare plus la culture de l'économie, ni l'émotion des marques, ou les pratiques d'un système de valeur.

Désormais, la synergie de la diplomatie publique avec la diplomatie traditionnelle est comprise par tous les pays, au point, pour le Département d'Etat américain, d'en faire un pilier de sa planification pour disséminer l'idéologie et le système de valeurs américain. Les autres pays s'appuient également de plus en plus sur ce moyen dans le cadre de leur politique étrangère et des dialogues internationaux. L'auteur cite notamment le cas de la France, du Canada et du Japon et de l'usage respectif qu'ils font de ceux-ci pour faire entendre leur voix sur la scène internationale, pour amener certains groupes à s'identifier à leur culture, ou encore pour renouveler leur image à l'étranger. De manière générale, les responsables officiels pensent que développer la diplomatie publique est une adaptation naturelle à la révolution des mass media et à l'apport incessant de la culture à la politique.

Mais si pour les grandes puissances le *soft power* vient aider le *hard power*, il a d'autant plus de sens pour les petites et moyennes puissances et constitue alors un aspect stratégique important d'existence internationale : les décideurs publics italiens, indiens ou encore turcs prennent tous l'action culturelle et d'information internationales comme un standard d'observation et d'évaluation de leur influence, et de leur implantation dans les sociétés étrangères.

Un effort de développement chinois, mais aussi des erreurs

Bien que la diplomatie chinoise n'ait pas de formulation théorique pour sa diplomatie publique, elle n'en a pas moins depuis longtemps la pratique (que ce soit la propagande à destination de l'étranger, les échanges internationaux et la communication événementielle). Elle en tire aussi les principes à partir de notions de propagation de la doctrine dans la tradition classique (传道, *chuandao*), de prévalence du soutien populaire (人和, *renhe* ou harmonie) sur les conditions climatiques et géographiques favorables (天时, *tianshi* et 地利, *dili*) pour remporter

la victoire, de la nécessité de qualification pour déclencher l'attaque (师出有名, *shichu youming*), de l'action au titre juste et au bon droit (名正而言顺, *ming zheng er yan shun*).

L'auteur distingue trois périodes dans le développement de la diplomatie publique. Au commencement de la construction de la Chine nouvelle, il s'agissait de présenter celle-ci aux pays du camp soviétique. La propagande étrangère passe dans les années cinquante par des publications en langues étrangères, mais c'est aussi le moment de la diffusion radiophonique par Radio Chine International, et de joutes oratoires avec l'Occident. Pourtant la communication en ce temps là demeure unilatérale. Il faut attendre la réforme et l'ouverture de 1978, et l'assouplissement du contexte politique chinois pour que cette communication devienne bilatérale et diversifie ses voies. Le quotidien en anglais China Daily apparaît dans cette période, et quoique centré sur le domaine économique, marque l'apparition d'une variété relative de l'image et de la singularité chinoise. Après la fin de la Guerre froide et la chute de nombreux Etats socialistes, on passe d'un travail sur les cibles stratégiques de propagande à la formation du système de la diplomatie publique. Ce phénomène se réalise alors que la pression diplomatique sur la Chine augmente, ainsi que la théorie de la menace chinoise. La Chine élabore une stratégie de propagande multiple, avec une diplomatie publique qui, malgré son système embryonnaire, s'affiche en direction des peuples étrangers.

Facilitée par le développement de la société marchande, la diplomatie publique poursuit cinq objectifs : répandre la voix chinoise à l'étranger, dessiner une image positive, réfuter les calomnies, améliorer l'environnement international et influencer sur les décisions politiques étrangères. Les moyens développés tiennent aussi bien de l'organisation d'échanges culturels que d'événements de diplomatie publique, de la mise en concurrence de l'industrie culturelle que du renforcement des études du marché de la communication.

Après 1990, l'objectif de la diplomatie publique est de projeter de pied en cap une image nationale complète, comme outil de développement économique. Enfin, ces dernières années, avec la théorie du

« développement pacifique », la Chine veut se montrer coopérative avec le reste du monde, en se dotant de l'image de puissance majeure œuvrant pour le maintien de la paix mondiale.

Pourtant la Chine fait face à un contexte idéologique international difficile. D'un côté les Occidentaux utilisent leurs avantages en matière de capital et de technologie et jouent des écarts politiques pour orienter l'opinion publique internationale, dont on peut dire qu'ils ont le monopole, contre une Chine bâillonnée. D'un autre côté, suivant dix années de croissance, la puissance réelle et la place internationale de la Chine augmentent, mais s'accompagnent chez les étrangers de la crainte d'une menace chinoise, crainte qui se renforce vis-à-vis des exportations et pénétrations chinoises. Cela montre, selon l'auteur, que la diplomatie publique n'a pas encore été suffisamment efficace sur la population étrangère et que plusieurs défauts dans son développement en seraient la cause.

1. le premier tient au fait que trop d'importance a été accordée au *hard power*, malgré les nombreux moyens mis à la disposition des décideurs dans le système diplomatique. Chaque procédé donne des résultats dans son propre fonctionnement, et ne peut se substituer à l'autre. Si les succès militaires et économiques du *hard power* sont indiscutablement premiers, le *soft power* ne doit pas être négligé pour autant. En Chine, la puissance réelle est mieux exprimée par la sphère économique. Pendant longtemps, spécialement après la réforme et l'ouverture, afin d'augmenter la puissance économique et d'améliorer les conditions de vie, la Chine a consolidé une idéologie dominante utilisant les thèmes économiques pour soutenir sa diplomatie. Or dans de nombreux domaines s'est développé l'idée erronée qu'une fois résolue la situation économique, la puissance nationale prendrait son essor et l'image internationale de la Chine s'améliorerait du fait de ses succès économiques. Ainsi, au lieu de s'intéresser à forger une puissance latente (隐性权力, *yinxing quanli*), la Chine a accordé une attention démesurée aux relations

interétatiques et à la grande politique. Typiquement, certains croient que l'amélioration des relations officielles sino-américaines implique l'amitié des Américains pour les Chinois et s'étonnent de vagues anti-chinoises au Congrès lorsque l'administration américaine est prochinoise. En réalité, c'est oublier que le Congrès est la représentation de la volonté du peuple, ce dernier pouvant causer non négligemment la genèse, la dissémination et le renforcement de la théorie de la menace chinoise.

2. ensuite une posture politique « introvertie » (内向, *neixiang*) que l'étranger a indirectement poussé la Chine à développer à tort. Le caractère extraverti des cultures occidentales fait que l'objet de leur diplomatie publique se propage à large échelle. De son côté la propagande chinoise est soupçonnée d'interférer dans les affaires intérieures d'autres pays quoique ces derniers s'accordent sur la légitimité de tout gouvernement à opérer un certain contrôle de l'opinion publique via leurs choix d'information et d'échanges culturels.²¹
3. enfin l'explication et la réalisation de l'intérêt national ne sont pas suffisamment assurées par la politique de diplomatie publique. La politique intérieure comme la diplomatie chinoise ont toujours suivi la poursuite traditionnelle de l'harmonie : l'action tout autant que la parole doit révéler significativement cette harmonie, et plus encore dans un monde où l'information est surabondante.

Des tests nécessaires pour une efficacité démontrée

1. D'abord constituer une doctrine de « diplomatie publique » adaptée à la situation chinoise dont les objectifs diffèrent de ceux des Américains et d'autres pays occidentaux. Pour la Chine, l'objectif est de cultiver un contexte international favorable à l'image et au développement économique chinois. Par ailleurs, les décideurs chinois promeuvent une nouvelle pensée diplomatique du « monde harmonieux » (和谐世界论,

²¹ L'auteur se réfère ici à une déclaration de Mark Leonard en 2000.

hexie shijie lun) voulant que, dans un monde instable, aucune suprématie unilatérale ne s'installe. La confiance, le pragmatisme, l'ouverture, la responsabilité sont à la base de ce concept, et obéissent à plus long terme à l'objectif stratégique de développement de la Chine dans sa troisième étape de modernisation. La puissance nationale chinoise étant renforcée, sa diplomatie publique peut être amenée à un niveau de parité stratégique avec celle-ci, en se saisissant de ce concept qui de surcroît fait passer une image chinoise positive dans la communauté internationale. Ce principe reflète alors l'essence d'un nouvel idéalisme, une nouvelle direction pour le développement de la communauté internationale utile pour la paix et le développement. En fait, « le monde harmonieux » peut vraiment constituer le point de départ logique de la structuration de la diplomatie publique chinoise. Dans le prolongement de la politique intérieure et de l'harmonie sociale intérieure, il viendrait corriger les erreurs de perception de l'image nationale chinoise.

2. Ensuite, il faut changer le « marché des concepts » (*观念市场, guannian shichang*), lequel souffre d'une vision immuable d'un pays sur un autre, dont le côté négatif est d'autant plus important que la différence culturelle est grande. En outre, plus deux pays, ou zones, réduisent leurs relations mutuelles, plus les erreurs d'interprétation seront grandes. Depuis 2000, les relations sino-américaines n'ont cessé de changer, et les médias ont relayé le jugement impartial de la Chine, que les Américains partagent aujourd'hui avec les Japonais et d'autres pays européens quant au marché chinois. Il faut, à l'instar du Canada, centrer les investissements dans les media à forte influence et à objectif défini sur lesquels la diplomatie publique pourra s'appuyer pour résoudre cette situation en gagnant le cœur et l'esprit des opinions étrangères.
3. établir une « théorie à l'intention des élites » (*精英效果理论, jingying xiaoguo lilun*). Parmi les quatre catégories principales de l'opinion publique, plus que le public standard ou le public concerné, l'élite de

l'opinion publique et l'élite politique ouvrent davantage de fenêtres d'opportunité pour les décideurs par leur rationalité et leur approfondissement des questions spécialisées. En ce sens, l'élite de l'opinion a un pouvoir de mobilisation et de clarification des questions en débat. Aussi la diplomatie publique chinoise doit-elle concentrer ses moyens en direction des élites occidentales, mais aussi avoir à l'esprit que celles-ci tiennent compte des sentiments du grand public dans leur réflexion.

4. Enfin, rendre la diplomatie publique plus légitime et combative. « Cacher ses talents ²² » en diplomatie et en gouvernance est une caractéristique de la modestie traditionnelle chinoise. Si la diplomatie traditionnelle doit être mesurée dans son expression, la diplomatie publique doit montrer sans complexe son visage "légitime" afin de prendre l'initiative et de s'étendre, d'autant que l'espace laissé vide d'expression est utilisé par d'autres. L'auteur étaye cette recommandation en citant : d'une part un consultant en communication londonien, Simon Anholt, lequel estime qu'une façon efficace de contrôler l'opinion publique est de faire de son mieux pour dissimuler le cadre idéologique de toute politique, afin d'amener naturellement l'opinion au but recherché; et d'autre part Christopher Hill, ancien Secrétaire-adjoint pour la diplomatie et les affaires publiques du Département d'Etat américain, qui affirme que « la diplomatie publique et autres instruments du soft power doivent avoir davantage de moyens de contrôle, indispensable à l'avantage du processus décisionnel dans la politique étrangère ».

²² Selon la formule consacrée par Deng Xiaoping à la fin des années quatre-vingt : « Cacher ses talents en attendant son heure ».

9. J. Koizumi, élu à point nommé plus qu'homme providentiel

Synthèse commentée de Michail Andreï d'après :

- *Jin Ying, « D'où Koizumi tire-t-il sa force ? », Huanqiu shibao (Global Times), 30 mars 2006.*

Cet article de Jin Ying se propose d'analyser la force politique ²³ exceptionnelle de Koizumi, et pose d'emblée que ce dernier, au-delà de sa seule autorité naturelle, la doit surtout aux réformes en cours et au soutien institutionnel que lui offre le système japonais actuel. Les réformes du système électoral et de l'administration, notamment, revêtent une importance toute particulière en ce qu'elles ont favorisé la concentration du pouvoir. Mais, conclut Jin Ying, il est certainement imprudent de faire reposer l'avenir du pays sur une poignée d'hommes.

Koizumi tire avantage de son obstination pour mettre en avant des réformes politiques.

C'est principalement dans cette assertivité, voire même dans son intransigeance (强硬), que réside le caractère particulier du pouvoir de Koizumi, comme le montrent sa réforme de la Poste, la marginalisation de ses opposants ou le maintien obstiné de ses visites au temple Yasukuni. Mais cette obstination n'est pas sans arrière-plan : le Premier ministre est arrivé à point nommé pour recueillir les fruits des réformes initiées à la fin des années 80. Les bouleversements que le Japon a connus à partir de 1989 ont progressivement élargi le champ des réformes qui visaient initialement l'oligarchie, mais aussi retardé l'apparition de leurs premiers résultats. Koizumi était en cela « l'homme de la situation », dans le sens non pas de l'homme providentiel, mais plutôt dans celui qui tombe à point nommé.

De nombreux facteurs retardaient la mise en œuvre des réformes (complexité croissante de son contenu, inertie gigantesque de l'ancien système, croissance en panne...), aboutissant au tournant du siècle à une situation paradoxale : les fondements du système politique étaient modifiés sans que cela fût

visible. Aussi Koizumi put-il tout à la fois s'attaquer au « vieux PLD » et s'attribuer les résultats positifs déjà obtenus des réformes. Sans aller jusqu'à user du qualificatif d'opportuniste, Jin Ying insiste donc sur la capacité de Koizumi à saisir les occasions (机会). Le Premier ministre japonais a cependant su aller plus loin encore, en passant des réformes institutionnelles à des modifications durables dans les processus de décision politique.

Les deux réformes cruciales pour la politique japonaise.

Le système électoral japonais adopté après la guerre mêlait proportionnelle de liste régionale et scrutin uninominal à un tour, et aboutissait à l'élection de plusieurs représentants (2 à 6) par circonscription. Cette structure favorisait puissamment la constitution de factions au sein des partis. Les cascades de scandales de corruption de la fin des années 80 provoquèrent le mécontentement populaire et des modifications du système électoral. L'essentiel de la réforme tient donc dans l'introduction d'un niveau régional de représentation ²⁴, le niveau inférieur (circonscriptions) n'ayant désormais plus qu'un seul représentant. Les partis ne finançant plus qu'un seul candidat par circonscription, les effets de parrainage se sont nettement affaiblis. Enfin, les candidats, en cherchant à s'assurer une base électorale la plus large possible, ont été amenés à tenir des discours plus politiques et moins clientélistes ; Désormais, les représentants des circonscriptions, élus sans égard à leur âge, en deviennent les seuls porte-paroles. La répartition structurelle des tâches par catégorie d'âge tend donc à s'effacer, et le droit à la parole dont bénéficient désormais les jeunes représentants a directement favorisé le processus de démocratisation interne aux partis. Ce mouvement a abouti à des échanges de bons procédés entre la base et la tête du parti au détriment des factions. Globalement, le pouvoir a donc reflué d'une part vers les représentants de base, d'autre part et surtout vers le « cœur » du parti (本部), la strate intermédiaire

²³ Le terme « d'assertivité » serait sans doute le plus proche de la pensée de Jin Ying.

²⁴ Les 11 régions électorales sont représentées par 200 sièges sur 500 et les circonscriptions par 300 sièges.

factionaliste perdant quant à elle « toute pertinence politique » :

La réforme administrative. Depuis l'ère Meiji, le système bureaucratique (la haute administration) a gardé un ascendant permanent sur le parti majoritaire au pouvoir, inapte à tenir directement les commandes de l'Etat. Cette situation dite « des fonctionnaires en dessus, et politiciens en-dessous » (« 官高政低 ») se doublait d'une dispersion du pouvoir et d'un éparpillement des pratiques. En 1996, le Japon s'est lancé dans une réforme administrative visant à répondre au relatif regain d'intérêt des partis pour ce domaine de la vie publique.

On réduisit donc la masse de l'administration en passant de 22 ministères à 12, et on élargit d'autre part les prérogatives du Premier ministre. Ce dernier se trouve désormais au cœur d'une structure concentrique : cabinet élargi, cabinet restreint, ce dernier étant chargé d'assurer la cohérence politique de l'action gouvernementale. Le cabinet restreint dispose de plus de quatre commissions consultatives et de dix ministres chargés de mission qui ont pouvoir de coordonner et d'harmoniser les actions relevant de quelque ministère que ce soit. Cette politisation du cabinet autrefois tenu par un corps de hauts fonctionnaires et l'émancipation du Premier ministre, par rapport à son rôle charnière entre factions du parti et corps des bureaucrates, a donc également contribué à la concentration du pouvoir politique et à une direction politique « du haut vers le bas » (自上而下的决策).

Un pouvoir trop concentré et manquant de contrôle et d'équilibre. Jin Ying insiste sur la concomitance de ces deux réformes qui ont permis respectivement de concentrer le pouvoir entre les mains du chef du parti gouvernant et du Premier ministre. La réforme électorale antérieure, a permis de démultiplier les effets de la réforme administrative qui a suivi. Arrivé au moment critique, Koizumi a de plus « distribué » les postes sans égard pour les factions, renforçant ainsi son courant au sein du parti.

L'article se clôt sur la description d'un paysage politique ravagé par les manœuvres du Premier ministre : ni la gauche, ni les conservateurs ne seraient plus en mesure de proposer une

alternative ²⁵. Au sein du PLD, les opposants à Koizumi sont marginalisés ; au gouvernement, les hauts-fonctionnaires vivent dans la crainte et préfèrent « se soumettre ». Leur pouvoir de décision s'en trouve considérablement érodé et partout, dans les affaires intérieures ou extérieures, transparaît la marque du Premier ministre. Si le Japon a pu, dans les années 80-90, souffrir d'une certaine dispersion du pouvoir, la situation est donc renversée aujourd'hui. Mais, prévient Jin Ying, en l'absence de *checks and balances* convenables, comment être sûr que les hommes si peu nombreux sur lesquels repose l'avenir du pays soient les bons ?

On peut regretter que l'auteur n'ait pas pris soin de souligner l'importance de la réforme de la Poste en 2001, qui a pourtant permis à Koizumi d'assécher les revenus des factions, privant ainsi celles-ci de leur principale raison d'être, alors que, simultanément, la réforme électorale permettait de briser les systèmes de parrainage, de lignées et de castes que cet argent cimentait. Dans ce sens, elle est tout aussi essentielle que les deux aspects mis en exergue. Mais le mérite en revient à Koizumi lui-même. Cet oubli marque les limites de l'article qui semble vouloir retirer au Premier ministre tout mérite personnel dans les réformes. Il éclaire également ce qui pourrait être l'objet fondamental de ce texte : en séparant ainsi nettement le système japonais réformé et le dirigeant opportuniste et intransigent, Yin Jing pose surtout la question de l'après-Koizumi. Cette distinction claire entre le système et l'homme correspond bien à la politique chinoise de « personnalisation » du différend sino-japonais, qui a disqualifié Koizumi du fait de sa totale absence de compromis sur le Yasukuni. Sur sa succession cependant, les dernières lignes sont plutôt pessimistes : le système qu'il lèguera sera de toute façon une source de dangers par son caractère centralisé et le manque de contrôle et d'équilibre des pouvoirs.

²⁵ C'est sans doute le seul passage où Jin Ying tend à exagérer les responsabilités du premier ministre, puisque le parti communiste se maintient et que l'érosion du parti socialiste provient surtout de son absence de proposition alternative.

10. La Chine en Afrique : plus qu'une affaire de pétrole ?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Zeng Haili, « L'entrée en Angola : le rôle de la Chine », *Caijing*, no. 155, 20 mars 2006
- Zhou Yisi, « Rétablir des relations d'égalité avec les puissances africaines », *Huanqiu shibao*, 4 mai 2006
- Liu Bo, « La visite de Hu Jintao en Afrique : bien plus que de l'énergie », 21 shiji jingji baodao, 27 avril 2006
- Zhang Hongmin²⁶, « La Chine et l'Afrique sont des amis fiables », *Quotidien du Peuple*, 10 mai 2006

Le 12 janvier 2006, le gouvernement chinois a publié son Livre blanc sur le continent africain. « China's Africa policy » met en avant les lignes générales de la politique africaine de la Chine et les replace dans le cadre rhétorique de la coopération Sud-Sud et la politique tiers-mondiste du pays. La presse chinoise se fait en quelque sorte le porte parole du gouvernement (ou du Ministère des Affaires étrangères) en déployant des efforts considérables pour démontrer à quel point la politique africaine du pays n'est pas une forme de néo-colonialisme, et n'a pas comme seul objectif la satisfaction des intérêts économiques et commerciaux du pays. *Caijing*, la revue pékinoise libérale, et le *21st Century Economic Herald* suggèrent toutefois très prudemment que toutes les activités chinoises ne profitent pas forcément aux populations locales et que les arrière-pensées pour l'énergie existent bel et bien... Mais même *Caijing* souligne que l'insertion chinoise dans les marchés de travail africains se fait avec le plus grand respect pour les mœurs et mentalités locales : « Les quelques 2000 employés chinois en Angola apprennent la langue et les habitudes locales »²⁷.

²⁶ Directeur adjoint de l'institut de recherche de l'Asie de l'ouest et l'Afrique (西亚非洲 *xiya feizhou*) à l'Académie des sciences sociales

²⁷ Le nombre d'employés chinois en Afrique est difficilement vérifiable mais ce chiffre semble être sous-évalué, au Zimbabwe on parle de 700,000 personnes qui auraient perdu leurs emplois au profit des Chinois. Voir Craig Timberg, « In Africa, China Trade Brings Growth, Unease », *Washington Post*, 13 juin 2006. Même entre les différentes revues citées,

Une politique « win-win », des intérêts stratégiques communs – visibles à travers la convergence d'intérêts et de positions à l'ONU – une complémentarité économique (surtout par rapport aux matières premières) : « l'Histoire et la réalité démontrent que la Chine et l'Afrique sont des amis fiables ». Cette longue histoire est en effet mise en avant par les auteurs, surtout en réponse à l'intérêt croissant que suscitent la présence chinoise en Afrique dans la presse mondiale, car la Chine, affirment-ils, entretient depuis les années 1980 une politique d'aide envers le continent²⁸. Les activités actuelles seraient en effet en continuité directe avec la politique africaine traditionnellement appliquée par la Chine : construction de routes, d'infrastructures, chemins de fer, réseaux électriques, écoles et hôpitaux – la Chine aide le continent à sortir de la misère et à se reconstruire après des années de turbulences internes. Alors que les prêts que fournissent les organismes internationaux restent limités²⁹, la Chine vient d'octroyer à l'Angola 2 milliards de dollars, à des conditions « très favorables » (dont la nature précise reste toutefois inconnue).

Néanmoins, *Caijing* cite un officiel du Programme alimentaire mondial en Afrique qui « aurait aimé voir l'aide chinoise – très positive en soi – mieux coordonnée avec les organisations internationales et humanitaires sur place », d'autant plus que les compagnies chinoises amènent leur propre main d'œuvre, équipements et matériaux, apportant de la sorte une contribution assez limitée à l'emploi et à la consommation de ces biens dans les pays d'accueil.

De même, les intérêts commerciaux et énergétiques sont loin d'être absents.

les nombres varient, entre 300, 1000 et 2000 employés chinois en Angola, restant toutefois nettement inférieurs aux estimations occidentales.

²⁸ Qui est resté, notons-le, très limitée dans ces années.

²⁹ Des prêts de la FMI par exemple sont souvent octroyés à condition de vérification et de transparence dans le déboursement des fonds, les gouvernements africains ne pouvant pas répondre à ces exigences, les prêts ne sont pas octroyés.

L'Angola est devenu depuis quelques années un partenaire privilégié de la Chine : 2^{ème} partenaire commercial de la Chine en Afrique, leur balance commerciale en 2005 s'est élevée à 6,9 milliards de dollars (à partir de 4,9 milliards l'année précédente) et dont plus de 6 milliards de dollars sont destinés aux importations du pétrole en Chine. Au cours des deux premiers mois de 2006, l'Angola aurait dépassé les partenaires habituels de la Chine - l'Iran et l'Arabie Saoudite – pour devenir la première source d'exportation de pétrole brut en Chine (comptant pour 15% de ses importations pétrolières).

En mai 2006, Sonangol, la compagnie nationale a créé une *joint venture* avec Sinopec (dont cette dernière détient 75%) pour le développement, avec la participation de BP du bloc numéro 18 dans le bassin du Congo³⁰. Sinopec serait le « fer de lance » (主力军 *zhulijun*) des acquisitions chinoises dans ce pays. La CNOOC quant à elle, envisagerait d'investir au Kenya, et au Nigéria elle a été la première compagnie chinoise à annoncer ses projets d'acquisition de 45% d'un champ *offshore* (le champ de Akpo) en janvier 2006 et un deuxième projet d'acquisition de 35% d'un deuxième champ (OPL 229) en mars de cette même année. Suite à la visite officielle de Hu Jintao dans le pays en avril 2006, la CNPC s'est vue accorder le premier droit de refus dans quatre projets d'exploration, en échange de 4 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures nigérianes.

Il semblerait en effet d'après ces articles que le troc soit à nouveau de rigueur, directement – comme le démontre l'exemple nigérian, ou indirectement. Le PDG du site internet chinois pour l'énergie³¹, Han Xiaoping, estime que ces échanges peuvent prendre la forme suivante : les entreprises du secteur énergétique chinois financeraient des projets dans le secteur agricole, par exemple, et en échange se verraient octroyer des droits d'exploitation et de

développement de quelques gisements pétroliers, qu'ils vendraient ensuite aux entreprises pétrolières chinoises.

La presse ne passe pas sous silence les réactions inquiètes ou soucieuses en provenance de l'Europe et des Etats-Unis et note, avec une certaine inquiétude à son tour, le retour des majors occidentaux en Afrique : et cela même si, affirme-t-elle, le dialogue stratégique sino-américain a placé ces questions sur son agenda. Aucune mention n'est faite des liens militaires de la Chine avec le continent ou des autres questions qui sont souvent soulevées par les pays occidentaux, voire africains³². La question se réduit de la sorte à une aide chinoise aux pays africains en vue d'encourager leur développement, mal comprise en Occident et vue d'un prisme très étroit.

Si la presse chinoise affirme que la stratégie nationale en Afrique s'insère dans une vision et une logique du développement du continent, la division entre la presse officielle (*Quotidien du Peuple, huanqiu shibao*) et la presse libérale (*Caijing, 21 shiji jingji baodao*) devient de plus en plus marquée : cette dernière semble en effet peu convaincue par les thèses qu'elle met pourtant elle aussi en avant...

11. Incomparables Chine et Inde

Synthèse commentée de Michail Andreï d'après :

- Ding Gang, « Les comparaisons entre Chine et Inde doivent se déprendre des erreurs occidentales » *Huanqiu Shibao (Global Times), 12 mai 2006, page 11.*

Dans cet article Ding Gang dénonce un réflexe qu'il prête à la plupart des chercheurs occidentaux lorsqu'ils en viennent à parler de la Chine et de l'Inde : la comparaison. Le seul rapprochement qu'il consent lui-même à opérer entre les deux pays est ce qui fonde leur différence : une histoire, des traditions, des cultures

³⁰ D'autres sources évoquent l'exploration commune des blocks 17 et 18. Voir, Stanley Reed, « A bidding frenzy for Angola's oil », *Business Week*, 7 juin 2006

³¹ (中国能源网 <http://www.china5e.com/> - le site internet de référence pour l'énergie)

³² Sur le plan commercial, l'inondation de l'Afrique en produits textile, et aussi sur le plan des droits de l'homme et des questions politiques, voir par exemple Princeton N. Lyman, « China's Rising role in Africa », *Council on Foreign Relations*, juillet 2005

propres contre lesquels la modernisation doit de part et d'autre batailler pour s'imposer. Cette charge identique leur impose donc à tous deux une voie spécifique de développement. Cette argumentation est familière aux articles chinois sur l'Inde, mais l'article va plus loin en réfutant l'approche comparatiste, assimilée au point de vue occidental. Sa critique, quoique parfois sommaire, ne manque pas de justesse, tout en sacrifiant à quelques réflexes culturalistes, tels que l'appel à la *spécificité orientale*. Du fond de l'article enfin, remonte un agacement mal dissimulé à voir la Chine parfois classée seulement en second.

Critique du comparatisme. L'Inde et la Chine diffèrent non seulement l'une de l'autre, mais également de l'Occident, d'où l'inadéquation de tout modèle ou théorie qui en proviendraient. D'ailleurs, pointe Ding Gang, derrière le réflexe de comparaison se cache toujours une vue normative, et les comparaisons ne servent pas tant à établir les différences qu'à imposer un modèle en mesurant les écarts des uns et des autres à ce modèle, à comparer les deux termes à la norme absolue représentée dans ce cas par l'Occident. Cette démarche ne peut donc que biaiser le jugement, puisque ce que relèvera l'observateur occidental se limitera en définitive aux critères qui « entrent en résonance » avec le point de vue occidental : « Ainsi les politiciens et experts américains aiment-ils souligner que 'l'Inde et les Etats-Unis sont les deux plus grandes démocraties du monde' ». Cet occidocentrisme, analyse Ding Gang, présente au moins quatre défauts :

- il s'intéresse exclusivement aux résultats et non aux processus ;
- il pense la situation selon un jeu à somme nulle, sans rechercher les convergences d'intérêts ;
- encore empreint de visées hégémoniques, il voit l'Inde comme un pion de l'Occident ;
- il ignore les regards croisés des principaux intéressés ;

Ce dernier argument marque un virage dans l'argumentation : pour l'auteur, [ces perceptions chinoises de l'Inde, indiennes de la Chine], « constituent un fait, (...) et il n'est rien qui puisse être aussi convaincant que ces perceptions propres ». Elles « procèdent souvent de facteurs culturels, sociaux, traditionnels » qui épargnent aussi aux « Orientaux » l'obligation de « s'en remettre à une

théorie à des fins explicatives ». Ce jugement, certes discutable³³, souligne que « la modernisation ne saurait prendre racine que dans le terreau historique, culturel et religieux », ce qui parachève le discrédit de toute comparaison.

Critique du classement. Pour Ding Gang, pourtant, l'Inde et la Chine ne sont pas sans rapport :

- rapport de complémentarité tout d'abord, quoique celle-ci soit tout juste évoquée pour réfuter leur mise en concurrence ;
- rapport de contraste également, lorsque l'auteur oppose le statut de sainteté que les Indiens octroient à la pauvreté au désir de s'enrichir de la multitude chinoise, ou l'enracinement profond des couches sociales indiennes et la multiplication des couches sociales qui segmente la Chine d'aujourd'hui ;
- rapport de parallélisme enfin, puisque l'une comme l'autre ont hérité d'une culture extrêmement prégnants et qui conditionnent l'avenir. L'histoire est elle aussi convoquée : rapprochant une citation d'Indira Gandhi d'un proverbe chinois, Ding Gang souligne la nécessité où se trouvent Indiens et Chinois de mettre en perspective leur très longue histoire pour pouvoir envisager l'avenir.

Mais dans les comparaisons occidentales qu'il montre du doigt, insiste-t-il, il s'agit bien moins de cerner ces rapports et les interactions qui en découlent que de classer les pays. Or, les jugements les moins flatteurs sont systématiquement réservés à la Chine : on « insinue » toujours que l'Inde, malgré son retard dans les réformes³⁴, saura trouver un deuxième souffle à son développement et finira par dépasser la Chine. Sans sembler s'offusquer de l'hypothèse elle-même, Ding Gang rappelle que les prévisions faites en comparant la Chine et la Russie au début des années 90, sont loin de s'être vérifiées. Ce qu'il trouve au fond de ces comparaisons biaisées, c'est en fait l'omniprésence du thème de la menace

³³ Il semble que la confrontation des perceptions croisées ne sert pas tant à rendre compte de la « réalité » qu'à la transformer pour le mieux à partir d'une intersubjectivité assumée.

³⁴ Le thème de la décennie de retard qu'a pris l'Inde pour réformer son économie semble incontournable dans la littérature chinoise.

chinoise. Ainsi évoque-t-il ces chercheurs américains ayant rapproché la récente visite de Bush en Inde de celle, historique, de Nixon en Chine et de ses visées triangulaires - hier contre Moscou - contre Pékin aujourd'hui. Tout dans les comparaisons, accuse-t-il, concourt ainsi à faire de la Chine le mauvais exemple, le perdant ou encore le danger. « Peut-être, questionne-t-il enfin, l'essentiel n'est-il absolument pas de savoir qui dépassera qui ». L'élan rhétorique renvoie les « chercheurs occidentaux » à leurs méthodes, puisqu'il apparaît que « leurs connaissances [de l'Inde et de la Chine] n'ont pratiquement pas progressé depuis un siècle », ce qui signe l'inutilité des « données chiffrées et des théories ».

Tableau de l'Inde, vu de Pékin. L'article de Ding Gang permet de reconnaître et d'isoler quelques traits qui reviennent fréquemment dans des articles d'auteurs chinois s'exprimant sur l'Inde :

- si celle-ci est créditée d'une très longue histoire, la mention est systématique de la décennie de retard qu'elle a pris sur la Chine dans son programme de réformes. Certes, l'évocation des « cinq mille ans d'histoire indienne » place les deux pays à égalité. Mais les « dix ans e'avance » manifestent assez la position d'aïnesse à laquelle la Chine n'entend pas renoncer ;
- les différends sino-indiens sont imputés au leg colonial et aux visées stratégiques britanniques. Cela permet certes de ne pas en faire porter la responsabilité aux seuls Indiens, mais c'est également une manière d'évacuer d'éventuelles responsabilités chinoises ;
- derrière l'affichage de respect pour l'Etat souverain, se glisse toujours la suspicion qu'il puisse être instrumentalisé par l'Occident : « *C'est bien la raison pour laquelle, depuis plus d'un siècle, tout ce qu'il y a de tortueux et de complexe dans les relations sino-indiennes n'a jamais pu sortir de ce cercle vicieux* ». Sans doute est-ce un peu oublié des jeux régionaux entre Moscou, Pékin, Delhi et Islamabad ;
- l'Inde, enfin, présente à la Chine une sorte d'image inversée, en miroir : Ding Gang relève que les chercheurs chinois sont *toujours un peu déçus* en visitant l'Inde et que les chercheurs

indiens sont *systématiquement émerveillés* en découvrant la Chine, formulation symétrique qui souligne la nature spéculaire de ces perceptions.

En guise de conclusion, Ding Gang encourage chacun à plutôt se demander pourquoi la Chine, alors qu'elle avait remporté la victoire en 1962, a décidé de retirer ses troupes devant une Inde défaite et paniquée. Ce qui pousse surtout à se demander pourquoi a-t-il choisi précisément de valoriser ce court moment au sein de deux aussi longues histoires.

12. La Chine participe de la définition des normes du cyberspace

*Synthèse commentée de Candice Tran Dai, d'après :
Wu Yong, « De l'application des techniques à la définition des normes : L'influence croissante de l'Internet chinois », Renmin Ribao, 30 mai 2006*

La Chine se trouve actuellement en pleine tourmente médiatique pour ce qui concerne sa gestion de l'Internet, avec notamment la pétition d'Amnesty International contre la censure de l'Internet dans le monde (28 mai 2006)³⁵ et l'appel au boycott de Yahoo ! par le syndicat des journalistes anglais (NUJ) suite à la collaboration du moteur de recherche américain avec les autorités chinoises de contrôle de l'Internet (2 juin 2006)³⁶. Une nouvelle quelque peu inattendue a été relayée par le Quotidien du Peuple. En effet, l'IETF (The Internet Engineering Task Force)³⁷ a annoncé récemment la

³⁵ Amnesty International a choisi la date de son quarante cinquième anniversaire pour lancer une pétition en ligne contre la censure de l'Internet dans le monde. Le lancement de cette pétition s'inscrit dans la perspective de la conférence des Nations Unies sur le thème du futur de l'Internet qui se tiendra en novembre 2006. La pétition est disponible à l'URL suivante : <http://irrepressible.info/pledge>

³⁶ Le syndicat des journalistes anglais (NUJ) reproche à Yahoo ! d'avoir fourni aux autorités chinoises des informations leur permettant d'identifier des journalistes (exemple du cas de Li Zhi, condamné à huit ans de prison au mois de mai 2006 pour avoir parlé de démocratie sur un forum Internet).

³⁷ L'IETF (The Internet Engineering Task Force) a pour tâche de développer et de promouvoir les normes internationales relatives à l'Internet.

nomination de Li Xiaodong (Directeur du Département technique du China Network Information Center ³⁸) au poste de Président adjoint du Groupe de travail sur l'EAI (E-mail Address Internationalization)³⁹.

C'est la première fois qu'un tel poste est attribué à un Chinois, et l'article du Quotidien du Peuple ne manque pas de souligner ce point en décrivant les implications de la mission du Groupe de travail sur l'EAI : étant donné que ce dernier a pour mission principale la R&D ainsi que la définition des normes techniques afférant à l'internationalisation des adresses E-mail, les solutions préconisées et les normes élaborées constitueront les normes internationales de la prochaine génération d'E-mails et s'appliqueront à tous les pays. La participation de la Chine à ce Groupe de travail lui permettra donc de passer du statut de simple pays suiveur à celui de pays leader dans la définition des normes techniques internationales. Et ceci devrait contribuer à renforcer l'influence de la Chine dans le secteur de l'Internet sur la scène internationale.

L'IETF se divise en huit domaines de spécialité, chacun d'entre eux étant lui-même composé de 10 à 20 groupes de travail en charge d'une question particulière. A l'origine, l'IETF était un regroupement de chercheurs américains directement placé sous les auspices de l'Administration américaine et chargé de mener une réflexion sur l'Internet. La première session de travail eut lieu en 1986. A partir des années 1990, l'IETF est devenue une entité indépendante de l'Administration américaine, à vocation internationale et associée à l'Internet Society (organisation internationale professionnelle pour la promotion et la coordination de l'Internet à l'échelle globale créée en 1992).

³⁸ Le CNNIC (China Network Information Center) fut créé en 1997. Le CNNIC dépend directement du Ministère des Industries de l'Information et est géré administrativement par l'Académie des Sciences. Le CNNIC a pour fonctions principales l'enregistrement des noms de domaine, l'allocation des adresses IP, la tenue d'une base de données sur l'Internet en Chine, la réalisation d'études statistiques sur l'Internet en Chine ou encore la conduite de recherches sur les aspects techniques de l'Internet.

³⁹ L'EAI (E-mail Address Internationalization) fait partie de la division des applications (techniques) de l'IETF.

La nomination de Li Xiaodong est donc interprétée comme un tremplin pour la Chine. Celle-ci considère le développement de l'Internet, et plus généralement l'informatisation, comme l'un des piliers de sa modernisation économique. A ce titre, l'article de référence mentionne deux critères à prendre en compte pour évaluer le niveau de développement de l'Internet dans un pays : le potentiel du marché et les normes techniques. L'explication avancée est la suivante : un pays ne peut prétendre à un rôle d'importance dans le secteur de l'Internet à l'échelle globale s'il ne possède pas un marché à fort potentiel et s'il ne définit pas lui-même des normes techniques sous peine de devoir subir l'influence des autres pays en la matière. A ce stade, l'auteur de l'article de référence s'exprime sans détour : lors de la première phase de développement de l'Internet, ce sont les Etats-Unis qui ont très largement contribué à la définition des normes techniques. La Chine se contentait dès lors d'appliquer des normes techniques, qui ne prenaient pas en compte la protection de ses intérêts, du fait d'une profonde méconnaissance de la part de la Chine. Mais dans la phase actuelle de développement de l'Internet à l'échelle globale, la Chine espère bien être en mesure de concrétiser son rêve de figurer au rang des pays leaders en matière de normes techniques internationales. Le fait que la Chine soit passée du statut de pays non participant aux décisions normatives internationales relatives à l'Internet au statut de pays décideur montre que la Chine a gagné en importance sur la scène internationale. En clair, l'idée est la suivante : avec la nomination de Li Xiaodong à la tête de l'EAI, la Chine ne se contentera plus d'appliquer des normes, elle contribuera à leur définition. La Chine aura désormais son mot à dire et l'on peut penser qu'elle cherchera à faire valoir sa spécificité en matière de gestion de l'Internet. Du moins la Chine pourra-t-elle s'opposer beaucoup plus facilement à la définition de normes allant à l'encontre de ses intérêts. Mais à l'inverse, on peut penser que l'entrée de la Chine dans le club des décideurs concernant les normes techniques internationales relatives à l'Internet obligera la Chine à mieux se conformer à une vision plus globale de l'Internet, dépassant ses propres frontières.

Il est intéressant de noter que l'article du Quotidien du Peuple en vient à pointer du doigt les défaillances de la Chine en matière de normes internationales dans leur ensemble. En effet, il est indiqué que les pays développés sont passés d'une stratégie de développement fondée sur les techniques à une stratégie axée sur les normes et qu'ils ont préféré une politique privilégiant les droits de propriété intellectuelle à une politique uniquement centrée sur les techniques. A cet égard, l'article déplore que la Chine s'illustre particulièrement par sa faible participation à la définition des normes en général : sur les quelque 17 000 normes internationales actuellement en vigueur, les normes mises au point par la Chine ne représentent qu'un taux de 3/1000. En outre, sur plus de 3000 normes internationales relatives à l'Internet, seules deux d'entre elles relèvent de l'initiative de la Chine. L'une de ces deux normes émane du CNNIC (China Network Information Center)⁴⁰ et concerne l'enregistrement des noms de domaine multilingues (norme RFC3743). Par ailleurs, l'article déplore le fait que cette situation contraste fortement avec le nombre d'internautes en Chine : celle-ci compte plus de 100 millions d'internautes, ce qui la place en deuxième position derrière les Etats-Unis⁴¹. L'auteur de l'article se pose dès lors la question suivante : où se trouve la compétitivité en matière technique d'un grand pays utilisateur de l'Internet comme la Chine ? Ce que l'auteur oublie tout de même de prendre en considération c'est qu'avec 111 millions d'internautes et une population de plus de 1,3 milliards d'habitants, le taux de pénétration de l'Internet en Chine n'est que de 8,5%. En comparaison, avec 205 millions d'internautes et une population de 300 millions d'habitants, le taux de pénétration de l'Internet aux Etats-Unis est de 68,6%⁴². Mais ce qui est sûr, c'est que le potentiel du marché chinois de l'Internet est énorme. Et c'est à ce titre que la Chine entend jouer un rôle de premier ordre dans le secteur de l'Internet sur la scène internationale.

⁴⁰ Cf. supra

⁴¹ Selon le dernier rapport du CNNIC datant de janvier 2006, la Chine compte actuellement 111 millions d'internautes. Les Etats-Unis quant à eux comptent environ 205 millions d'internautes.

⁴² Source : <http://www.internetworldstats.com>

La nomination de Li Xiaodong arrive donc à point nommé. La stratégie avancée serait dès lors la suivante : autour de la définition des normes, mettre en place un groupe d'industries dont le fer de lance serait constitué d'activités high-tech, ce qui permettrait à la Chine de passer du statut de « grand pays utilisateur d'Internet » à celui de « puissant pays utilisateur d'Internet ». La nuance est de taille et permet de montrer que la Chine se situe plus généralement dans une stratégie globale de puissance. D'ailleurs, le dernier mot revient à Li Xiaodong, dont les propos ne font que confirmer cette idée : « La participation de la Chine à la définition de normes internationales est de plus en plus importante, ce qui montre que le statut international de la Chine à l'heure actuelle a grandement changé par rapport au siècle précédent. Je suis persuadé que de telles opportunités vont se multiplier pour la Chine et que celle-ci est en voie de devenir un pays leader en matière de normes techniques. »

13. Analyse du “Rapport 2006 sur la Sécurité Nationale”

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:

- HUANG Ya-shi, “Le rapport pour la Sécurité Nationale, un ensemble disparate, corrigé plus d’un millier de fois”, *Lienhebao*, 21 mai 2006, édition électronique

- “Un rapport sur la sécurité nationale sans pouvoir d’influence, comment pourrait-il avoir un quelconque pouvoir de contrainte?”, éditorial, *Zhongguo Shibao*, 22 mai 2006.

- SHEN Jian-de, “Parlons-en à partir du Rapport pour la Sécurité Nationale”, *Ziyou Shibao*, 22 mai 2006.

A Taiwan, le Conseil pour la Sécurité Nationale a publié, le 20 mai 2006, son premier Rapport sur la Sécurité Nationale (*Guojia Anquan Baogao* 國家安全報告)⁴³. Alors que le devant de la scène médiatique est occupé par les “affaires” de la famille présidentielle⁴⁴, la presse écrite n’a pas consacré beaucoup de colonnes à l’analyse de ce texte. Aucune réaction notable n’est non plus venue des partis d’opposition. Le Président Chen Shui-bian n’a pas pu saisir l’occasion de la publication du rapport pour détourner l’attention médiatique de la corruption supposée du pouvoir. Les trois principaux quotidiens taiwanais n’y ont consacré que peu d’articles, tous très critiques, pour des raisons différentes.

Attendu par de nombreux observateurs après un effet d’annonce pendant l’été 2005⁴⁵, le rapport a donc fini par être rendu public. Ce retard considérable s’explique selon le *Lienhebao* par les interventions à répétition des Etats-Unis,

⁴³ Le texte du rapport est disponible en ligne et en chinois sur le site du Palais Présidentiel, www.president.gov.tw

⁴⁴ Le beau-fils du Président, Chao Chien-ming, est accusé de délit d’initié, dans une affaire révélée une fois de plus par le député KMT Chiu Yi. L’affaire occupe l’essentiel de l’espace médiatique taiwanais en cette fin mai 2006. Voir *China Analysis* n°4 pour plus d’informations sur les scandales de corruption à Taiwan.

⁴⁵ “President Meets With Staff to Prepare Security Report”, *Taipei Times*, 30 Juin 2005.

qui auraient imposé à l’équipe de rédaction de nombreux ajustements, en particulier sur les points concernant les relations entre les deux rives et la réforme constitutionnelle. Le quotidien estime que le contenu du rapport ne présente aucune aspérité pouvant donner lieu à une déstabilisation des relations inter-détroit (*siping bawen*, 四平八穩), mais également qu’il ne contient rien de nouveau. Selon le quotidien d’opposition, le gouvernement taiwanais y exprime par de nombreux signes une forme de bonne volonté envers la Chine communiste⁴⁶. Les déclarations concernant la mise en œuvre de mesures de construction de la confiance avec Pékin et les appels au dialogue sont déjà devenus la marque de la politique continentale de Chen Shui-bian. Sur la réforme constitutionnelle, le langage employé cherche clairement à ne pas dépasser le seuil de tolérance chinois, en spécifiant que la question de la souveraineté de l’île ne sera pas incluse dans la réforme.

Ainsi, pour le *Lienhebao*, le rapport cherche à satisfaire tous les acteurs du triangle de sécurité sans n’apporter rien de nouveau. L’objectif affiché clairement de faire remonter le budget de la défense nationale à 3% du PIB fait écho à une exigence américaine exprimée à de nombreuses reprises⁴⁷. Dans la mesure où le budget est contrôlé par le Yuan Législatif, en opposition frontale avec la politique du gouvernement, cette déclaration d’intention n’apporte en réalité aucune garantie sur la capacité du gouvernement à imposer une telle augmentation à l’horizon 2006; la position du Kuomintang reste l’élément clef pour ce qui est des dépenses militaires de l’île. Le rapport donne également des garanties aux forces indépendantistes taiwanaises en reprenant tous les arguments connus sur la menace chinoise. Symétriquement, il s’ouvre à l’aile plus modérée du Parti Démocrate Progressiste et aux partis d’opposition, en insistant sur sa volonté de reprise du dialogue avec la Chine. En somme, alors que Chen donnait l’impression de durcir sa politique

⁴⁶ Pékin a pourtant vu le rapport comme avançant la cause indépendantiste. “China Rebukes Taiwan Over National Security Report”, Reuters, 31 Mai 2006.

⁴⁷ Ce point est évoqué dans le *Annual Report on the Military Power of the PRC* de 2006

continentale après avoir « fait cesser » le Conseil pour l'Unification Nationale, il continue de percevoir la Chine comme une menace protéiforme pour l'avenir de l'île. Néanmoins, il se garde d'attiser les tensions entre les deux rives par des prises de position que Pékin jugerait provocatrices, et Washington, inutiles.

Selon le *Zhongguo Shibao*, l'intérêt porté par les Etats-Unis et la Chine à ce rapport concerne plus ses effets éventuels sur la politique de sécurité taiwanaise que son évaluation des menaces ou l'éventail des outils sécuritaires envisagés, lesquels procèdent d'une approche déjà connue. Sur ce point, le rapport a fait l'effet d'un coup d'épée dans l'eau. Signalant d'abord que le texte avait valeur de loi (*falu yueshuli* 法律約束力), ce qui avait provoqué une levée de bouclier parmi les députés d'opposition, le secrétaire général du Conseil pour la Sécurité Nationale, Chiu I-ren⁴⁸, a ensuite précisé que le texte exerçait un effet de contrainte sur la formulation des textes juridiques (*fading yueshuli* 法定約束力). Le texte émane du Conseil pour la Sécurité Nationale, structure en théorie consultative pour le Président, mais qui en réalité se trouve au cœur de la formulation de la politique de sécurité taiwanaise. Ainsi, la déclaration de Chiu I-ren ne fait que décrire la réalité de l'exercice du pouvoir à Taiwan. En cas d'alternance en 2008, le texte ne contraindra pas la nouvelle présidence, qui utilisera le Conseil pour la Sécurité Nationale et le Yuan exécutif selon son bon vouloir.

Sur le plan du contenu, le *Zhongguo Shibao* relève trois particularités. Le premier est l'extension de la notion de sécurité nationale à tous les domaines des politiques gouvernementales. La démographie, le monde rural, le climat, l'industrie, les tensions internes à la

⁴⁸ Chiu I-ren est l'un des leaders de la puissante faction Nouvelle Vague du DPP, où avec le député Lin Chuo-shui, il est considéré comme l'un des rares hommes politiques à avoir développé une véritable stratégie pour que Taiwan accède à l'indépendance. Alors que la faction Nouvelle Vague se démarque de plus en plus de Chen Shui-bian, Chiu, restant à la tête du Conseil pour la Sécurité Nationale qui est l'instrument majeur de la Présidence pour formuler sa politique de sécurité, a choisi de participer à l'aventure présidentielle jusqu'au bout.

société taiwanaise entre ses diverses composantes quasi-ethniques (*zuqun guanxi*, 族群關係), ou encore la politique d'assistance sociale sont tous inclus dans le spectre de la politique de sécurité des autorités taiwanaises. Le quotidien critique cet élargissement sans fin de la notion de sécurité nationale, qui selon lui dénote une confusion entre ce qui relève de la politique gouvernementale, et ce qui relève directement de la politique de sécurité. Deuxième point, une très longue partie consacrée à une analyse de l'environnement de sécurité international, inutile selon le quotidien dans la mesure où les revues académiques de l'île traitent régulièrement ce sujet, tout comme, pourrait-on ajouter, le Livre Blanc que le Ministère de la Défense publie tous les deux ans. Troisième point, l'adhésion à l'approche « menace chinoise » (*Zhongguo Weixie Lun* 中國威脅論) est portée à son paroxysme. Le rapport revient en détails sur la menace protéiforme que fait peser Pékin sur les intérêts de l'île. Pression militaire, isolement diplomatique, marginalisation économique, quasi-monopole mondial de la couverture médiatique et académique, tous ces sujets sont développés, en contraste avec un silence que l'on oublierait presque sur les outils politiques que l'administration taiwanaise utilise ou devrait mettre en œuvre pour y faire face.

Ainsi, selon le *Zhongguo Shipao*, le rapport est un mélange entre un cours de relations internationales, une leçon sur la puissance chinoise, et un exercice de communication publique. Pourtant, selon le quotidien, il y manque ce qui fait la véritable valeur de ce type d'exercice : une véritable réflexion sur les contre-stratégies taiwanaises face à la politique d'étouffement progressif menée par la Chine contre l'île. Mais le texte ne fait que mentionner des objectifs politiques déjà connus pour avoir été maintes fois répétés, sans décrire les stratégies déployées pour les atteindre : « Constuire une armée réduite en quantité et hautement performante en qualité » ; « Mettre en œuvre une diplomatie dynamique et diversifiée » ; « construire un modèle de croissance fondé sur le développement durable et la compétitivité économique », ou encore « reconstruire le lien social entre les différentes strates de la société »... Tous ces slogans relèvent du langage politique et non de la stratégie de

sécurité des autorités. Quant à la volonté de « mettre en œuvre une structure d'interaction pacifique pour stabiliser les relations entre les deux rives », c'est probablement l'un des points sur lequel Chen Shui-bian a prononcé le plus de déclarations de politique continentale. Selon le quotidien, qui adopte un ton assassin, ces slogans ne font que montrer l'échec de six ans de pouvoir.

Enfin, le *Ziyou Shibao* ouvre ses colonnes à une analyse critique sur le rapport, reflétant la branche indépendantiste dure de la société politique taiwanaise⁴⁹. En 2000, le Parti Démocrate Progressiste a conquis le pouvoir exécutif en estimant que « la République de Chine, c'est Taiwan », c'est-à-dire en rappelant que la République de Chine à Taiwan est un État souverain et indépendant. Selon le rapport, cette position ne fait pas l'unanimité à Taiwan, et l'absence d'unités de vue relève d'un problème de sécurité nationale pour Taiwan. Pour l'auteur, c'est même la menace la plus importante contre l'île, car la division face à la menace chinoise affaiblit Taiwan, et parce que l'identité chinoise que s'attribue Taipei ouvre un boulevard pavé d'or à la Chine pour qu'elle annexe Taiwan aux yeux d'une communauté internationale mal informée. Ainsi, c'est parce que Taipei continue à clamer son existence en tant que République de Chine que ses efforts pour intégrer l'ONU échoueraient chaque année, faisant face à une communauté internationale qui considère que le problème de la représentation de la Chine a déjà été réglé par la résolution UNGAR 2758 de 1971. Autrement dit, la politique de sécurité nationale de Taipei défendrait le mauvais État...

14. Après le Forum économique KMT-PCC

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:

- TUNG Zhen-yuan, "Le bonbon sucré de l'autre rive, le gouvernement l'avalera-t-il?", *Lienhebao*, 16 avril 2006, A15.
- CHEN Te-cheng "Les nouvelles politiques pékinoises envers Taiwan après le forum économique", *Zhanwang yu Tansuo (Prospect and Exploration)*, vol 4, n°5, mai 2006, p 4-8.
- TUNG Li-wen, "Analyse politique du forum économique KMT-PCC", *Zhanwang yu Tansuo (Prospect and Exploration)*, vol 4, n°5, mai 2006, p 9-12.

Pendant la guerre civile chinoise, contre le Kuomintang, le Parti Communiste avait appliqué avec succès la stratégie du Front Uni (統一戰線) pour réussir sa « révolution démocratique » sans distinction de classes, Mao Zedong s'inspirant des écrits de Lénine pour les adapter aux conditions spécifiques de la Chine. Soixante ans plus tard, le Kuomintang est devenu un allié fondamental de Pékin dans sa nouvelle stratégie de Front Uni contre l'indépendantisme taiwanais et les autorités issues du Parti Démocrate Progressiste. Le concept de Front Uni est présent sous toutes les plumes lorsqu'il s'agit de commenter le Forum Economique tenu à Pékin en avril 2006 par le Parti communiste, en présence de Lien Chan - le Président d'honneur du KMT, ayant à l'occasion rencontré pour la deuxième fois le Secrétaire Général du Parti communiste chinois Hu Jintao-, d'autres officiels du KMT, et une partie des élites économiques taiwanaises. A l'issue de ce forum, Chen Yunlin, directeur du Bureau des affaires taiwanaises, a annoncé unilatéralement une série de quinze mesures préférentielles, visant différents secteurs de la société taiwanaise⁵⁰.

Selon Tung Zhen-yuan, ces mesures prolongent celles de l'année 2005, et confirment une nouvelle approche de la part du PCC. Il y a quelques années encore, les politiques de Pékin en matière d'échanges économiques entre les deux rives se focalisaient sur l'objectif de

⁴⁹ L'auteur conclut son article par un lien vers un site de promotion de l'indépendantisme, www.taiwannation.com.tw

⁵⁰ "Beijing Offers Taiwan New Benefits", *China Post*, 16 Avril 2006.

développer la Chine en utilisant le capital et le savoir-faire de Taiwan. Aujourd'hui, le message de la Chine a radicalement changé, puisqu'il consiste à persuader Taiwan que l'île n'a pas de futur économique sans la Chine. En 2005, Pékin avait déjà mis sur la table l'importation sans taxe de certains fruits taiwanais sur le marché chinois, l'enveloppe de 30 milliards de Yuan de prêts à taux préférentiels accordés aux entrepreneurs taiwanais⁵¹, l'autorisation accordée aux pêcheurs chinois de venir travailler à Taiwan, la diminution des frais de scolarité des étudiants taiwanais en Chine, deux pandas, et d'autres mesures unilatérales. Cette fois-ci, les quinze mesures font preuve d'une confiance encore accrue en l'arme économique. Parmi elles, l'extension du nombre de produits agricoles pouvant entrer sans taxe sur le marché chinois, l'autorisation du tourisme chinois à Taiwan et celle, accordée aux structures de santé taiwanaises, de participer à la capitalisation des nouveaux hôpitaux chinois et d'exercer en Chine, ont une portée économique indéniable. Elles devraient permettre de revitaliser l'économie du tourisme et de la santé à Taiwan. En 2004, les autorités taiwanaises avaient spécifié dix-huit points sur lesquels elles espéraient discuter avec les autorités chinoises, y compris la coopération financière, l'ouverture des liaisons aériennes directes, le tourisme et la pêche. Mais la Chine préfère s'adresser directement à la population taiwanaise et à l'opposition politique pour marginaliser le gouvernement taiwanais, en le plaçant face à une impasse. Ce qui permet au KMT de déclarer: "Ce que le PDP ne peut pas ou ne désire pas accomplir, dans la mesure où la population taiwanaise y gagne, le KMT s'en occupe".

Tung Li-wen, ex-directeur du Bureau des affaires chinoises du PDP, analyse ces mesures préférentielles sous l'angle de la stratégie irrédentiste chinoise. Selon lui, l'effet principal du forum économique est de consolider la relation entre le KMT et le PCC, mais aussi de la modeler dans un sens encore plus favorable aux intérêts chinois. Il s'agit d'utiliser Lien Chan pour fixer les positions pro-continetales du KMT, mais aussi pour contraindre Ma Ying-jeou, afin de réduire son espace d'innovation en matière de politique

⁵¹ Voir *China Analysis* n°1.

chinoise. Pékin espérerait ainsi que Ma Ying-jeou s'en tienne aux "cinq non", et surtout aux "cinq oui" (五要)⁵². Il s'agirait d'appriivoiser progressivement le KMT pour sécuriser ses positions, et éviter les mauvaises surprises à l'avenir. Selon Tung Li-wen néanmoins, la Chine, avec ce forum, a épuisé la valeur de Lien Chan et n'aura probablement plus besoin de l'utiliser de nouveau à l'avenir. Il serait déjà temps de le ranger dans la catégorie des "vieux amis" du PCC. Car si Lien a permis aux autorités communistes de stabiliser en apparence la relation entre les deux partis rivaux, avec la fin de ce forum s'ouvre la nouvelle ère, encore incertaine, de la relation entre Hu Jintao et Ma Ying-jeou. Et c'est en prévision de cette nouvelle ère, selon l'auteur, que Hu Jintao, dans ses déclarations aux côtés de Lien Chan, a abandonné ses références au principe d'une Chine et à la formule "un pays, deux systèmes", pour parler plus volontiers de consensus de 1992 et d'appartenance des deux rives au même ensemble chinois. Cette formulation mesurée renforce indirectement la capacité de Ma Ying-jeou à faire accepter à une partie de son électorat sa politique d'engagement de la Chine populaire.

L'une des caractéristiques frappantes de la stratégie chinoise sous Hu Jintao est sa sophistication. Elle distribue les avantages (分割赠送) en identifiant parfaitement ses cibles, afin de sécuriser de nouvelles loyautés à sa cause. Cette fois-ci, ce sont des groupes traditionnellement plus proches du PDP que du KMT qui devraient profiter des ouvertures chinoises: les agriculteurs, les pêcheurs et les médecins. Sur ce point cependant,

⁵² Les cinq non reprennent les promesses énoncées par Chen Shui-bian lors de son discours d'inauguration du 20 mai 2000; en gage de réassurance anti-indépendantiste, le KMT, s'il est élu en 2008, pourrait réactiver le Conseil à l'Unification Nationale. Les cinq oui consistent à (1) reprendre le dialogue entre les deux rives sur la base du consensus de 1992; (2) signer un accord de paix de 30 à 50 ans, incluant des mesures de construction de la confiance sur le plan militaire; (3) ouvrir les liaisons aériennes directes, ouvrir Taiwan au tourisme chinois, deux premières mesures visant à avancer vers la construction d'un marché commun entre les deux rives; (4) développer un *modus vivendi* quant aux relations internationales de Taiwan; (5) approfondir les échanges culturels. Lien Chan et Hu Jintao présentent les cinq oui comme leur vision pour l'avenir de Taiwan.

derrière l'effet d'annonce qui peut faire penser que la Chine achète certains groupes sociaux pour les rallier à sa cause, il ne faut pas oublier, comme le rappelle Chen Te-sheng, que ces ouvertures servent à renforcer la compétitivité de la Chine dans des secteurs où elle n'est pas connue pour sa solidité. D'autre part, l'effet politique n'est pas garanti. La Chine peut-elle vraiment garantir un débouché à long terme pour les fruits taiwanais, qui devront affronter les productions thaïlandaises, de qualité égale mais meilleur marché? Les petits producteurs taiwanais pourront-ils sécuriser des gains concrets sur le marché chinois, ou se retrouveront-ils marginalisés par des entreprises agricoles de taille plus importante? La Chine peut-elle garantir des offres d'emploi intéressantes aux étudiants taiwanais qu'elle forme, alors que les diplômés qu'elle leur confère ne sont pas officiellement reconnus à Taiwan? Toutes ces questions interrogent l'efficacité d'une stratégie de Front Uni qui place "l'espérance en la population taiwanaise", au-delà des effets psychologiques provoqués par une communication réussie.

Il est indéniable, selon Chen Te-sheng, que ces ouvertures améliorent l'image du PCC à Taiwan. Cependant, comme le souligne Tung Li-wen, ces méthodes chinoises ont pour effet collatéral de renforcer l'insistance d'une partie de la majorité présidentielle sur la souveraineté de Taiwan, sur la légitimité du gouvernement élu et sur la sécurité nationale. En marginalisant les autorités de l'île, Pékin les oblige à se camper sur leurs positions, et encourt le risque de les radicaliser. La position du PDP aujourd'hui reste que la Chine communiste n'a toujours pas apporté de solution constructive aux "Trois obstacles fondamentaux" (三個基本障礙): la reconnaissance de la souveraineté de la République de Chine à Taiwan, la participation de Taiwan à la société internationale, et les menaces militaires contre l'île. D'autre part, Chen Te-sheng rappelle que l'harmonie entre le PCC et le KMT est plus fragile qu'en apparence. Leur alliance de circonstance masque une divergence politique structurelle, qui expliquerait les efforts déployés par le Parti communiste pour la consolider. Car malgré tout l'énergie développée conjointement par la Chine et par le KMT

pour discréditer le PDP et sa politique continentale, rien ne permet encore d'affirmer quel type d'arrangement inter-détroit Ma Ying-jeou serait capable de faire accepter à la population taiwanaise s'il était élu Président en 2008.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**
Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**
Florence Biot, Camille Bondonis, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas